

ACTUALISATION DU PANORAMA DE L'OFFRE DE REPARATION EN FRANCE

Rapport final

Septembre 2010

Etude réalisée pour le compte de l'ADEME par ERNST & YOUNG (Contrat n°0902C0072)

Coordination technique : Claire Boujard – Service Filières REP et recyclage (SFRR) –
Direction Consommation Durable et Déchets (DCDD) – ADEME Angers

REMERCIEMENTS

Nous remercions les membres du comité de pilotage de l'étude :

Alain GELDRON, Claire BOUJARD, ADEME
Julien FORTIN, réseau des ressourceries
Brigitte LUCAS, MEEDDM
Elisabeth BARTARES, GIFAM
Eric MUGNIER, Marion HENRIET, Anne-Claire IMPERIALE, ERNST & YOUNG

Et l'ensemble des personnes sollicitées dans le cadre de l'étude.

Toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle faite sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants droit ou ayants cause est illicite selon le Code de la propriété intellectuelle (art. L 122-4) et constitue une contrefaçon réprimée par le Code pénal. Seules sont autorisées (art. 122-5) les copies ou reproductions strictement réservées à l'usage privé de copiste et non destinées à une utilisation collective, ainsi que les analyses et courtes citations justifiées par la caractère critique, pédagogique ou d'information de l'œuvre à laquelle elles sont incorporées, sous réserve, toutefois, du respect des dispositions des articles L 122-10 à L 122-12 du même Code, relatives à la reproduction par reprographie.

L'ADEME en bref :

L'Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie (ADEME) est un établissement public à caractère industriel et commercial, placé sous la tutelle conjointe des ministères en charge de l'Ecologie, de l'Energie, du Développement durable et de la Mer, en charge des technologies vertes et des négociations sur le Climat et de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche.

L'Agence participe à la mise en œuvre des politiques publiques dans les domaines de l'environnement, de l'énergie et du développement durable. Afin de leur permettre de progresser dans leur démarche environnementale, l'agence met à disposition des entreprises, des collectivités locales, des pouvoirs publics et du grand public, ses capacités d'expertise et de conseil. Elle aide en outre au financement de projets, de la recherche à la mise en œuvre et ce, dans les domaines suivants : la gestion des déchets, la préservation des sols, l'efficacité énergétique et les énergies renouvelables, la qualité de l'air et la lutte contre le bruit.

<http://www.ademe.fr>

Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie

Siège social : 20, avenue du Grésillé – BP 90406 – 49004 Angers Cedex 01

Téléphone : 02 41 20 41 20 – Télécopie : 02 41 87 23 50 – www.ademe.fr

SOMMAIRE

TABLE DES FIGURES	4
RESUME	5
INTRODUCTION	6
Contexte et objectif de l'étude	6
Approche méthodologique	6
Périmètre et définitions.....	6
I. METHODOLOGIE DE MISE A JOUR DU TABLEAU DE BORD	8
I.1 Périmètre des données du tableau de bord.....	8
I.2 Définition d'un facteur correctif des données Pages Jaunes	8
I.3 Corrections du tableau de bord de l'étude 2007	9
I.4 Création du tableau de bord 2009.....	9
a. Classement des données selon le code NAF v2	9
b. Estimation des données INSEE 2009.....	9
II. L'OFFRE DE LA REPARATION EN 2006	10
II.1 Evolutions 2004-2006	10
a. Tableau de bord 2004-2006 (périmètre INSEE uniquement).....	10
b. Chiffre d'affaires de la réparation en 2006 et évolutions 2004-2006 (hors plomberie et chauffage).....	12
II.2 Tableau de bord de l'offre de réparation en 2006	15
III. L'OFFRE DE LA REPARATION EN 2009	16
III.1 Tableau de bord de l'offre de réparation en 2009 et évolutions 2006-2009	16
a. Nombre d'entreprises.....	17
b. Nombre d'emplois	18
III.2 Panorama des acteurs de la réparation en France en 2009	19
a. Panorama des acteurs de la réparation d'articles personnels et domestiques	22
b. Panorama des acteurs de la réparation automobile et motocycles et cycles en 2009	23
III.3 Evolution de l'offre de la réparation entre 2006 et 2009	26
a. Evolution globale.....	26
b. Evolution globale du secteur de la réparation d'appareils électroménagers	29
c. Evolution globale des acteurs de la réparation automobile	30
d. Synthèse des évolutions des secteurs de la réparation sur la période 2006-2009	31
IV. FACTEURS EXPLICATIFS DE L'EVOLUTION DE L'OFFRE DE REPARATION ET PERSPECTIVES	32
IV.1 Facteurs explicatifs des principales évolutions de l'offre de la réparation en France	32
a. La réparation d'appareils personnels et de biens domestiques	32
b. La réparation automobile	33
IV.2 Perspectives d'évolution de l'offre de réparation en France.....	34
a. Les freins à la réparation identifiés en 2007 sont-ils toujours valables ?	34
b. La réparation vs le remplacement pour des produits plus écologiques ?	35
c. Vers un comportement plus écologique des consommateurs et des fabricants	35
d. Le désengagement de la distribution : la fin du modèle distributeurs ?	36
e. Les initiatives locales pour promouvoir la réparation.....	37
f. Les leviers d'action des pouvoirs publics.....	38
g. Vers une économie de l'usage et une professionnalisation des réparateurs	38
CONCLUSION	39
ANNEXES	40
ANNEXE 1 – METHODOLOGIE DE PASSAGE CODE NAF V1 A CODE NAF V2	40
ANNEXE 2 – METHODOLOGIE D'ESTIMATION DES DONNEES 2009	41
ANNEXE 3 – TABLEAU DE BORD 2006 DETAILLE	44
ANNEXE 4 – TABLEAU DE BORD 2009 DETAILLE	45
ANNEXE 5 – SOURCES UTILISEES : DESCRIPTIF ET METHODOLOGIE	46

TABLE DES FIGURES

Figure 1 – Répartition du chiffre d'affaires des acteurs de la réparation (hors plomberie et chauffage) en France en 2006 (source : données INSEE 2006).....	12
Figure 2 – Répartition du chiffre d'affaires des principaux acteurs de la réparation hors automobile, plomberie et chauffage en France en 2006 (source : données INSEE 2006).....	12
Figure 3 – Evolution globale du chiffre d'affaires des secteurs de la réparation entre 2004 et 2006 hors plomberie et chauffage en millions d'euros (source : données INSEE 2004 et INSEE 2006).....	13
Figure 4 – Evolution globale du chiffre d'affaires des secteurs de la réparation entre 2004 et 2006 hors plomberie et chauffage et automobile en millions d'euros (source : données INSEE 2004 et INSEE 2006).....	13
Figure 5 – Répartition du nombre d'entreprises et du nombre d'emplois des acteurs de la réparation en France en 2009 (source : données INSEE 2009 estimées et PJ 2009 corrigées).....	19
Figure 6 – Nombre d'entreprises et nombre d'emplois de la réparation hors automobile et plomberie en 2009 (source : données INSEE 2009 estimées et PJ 2009 corrigées).....	20
Figure 7 – Nombre d'emplois moyen par entreprise de la réparation hors automobile et plomberie en 2009 (source : données INSEE 2009 estimées et PJ 2009 corrigées).....	21
Figure 8 – Répartition des établissements par tranche du nombre de salariés en 2009 (source : données PJ 2009 corrigées).....	21
Figure 9 – Comparaison de la part du nombre d'entreprises (2009) et d'emplois (2009) des secteurs de la réparation des biens domestiques (source : données INSEE 2009 estimées et PJ 2009 corrigées).....	23
Figure 10 – Comparaison de la part du chiffre d'affaires des différentes activités pouvant inclure de la réparation au sein des codes NAF du secteur de la réparation automobile et motocycles et cycles en 2006 (source : données INSEE 2006).....	24
Figure 11 – Comparaison de la part du nombre d'entreprises (2009) et du nombre d'emplois (2009) des secteurs de la réparation automobile (source : données INSEE 2009 estimées et PJ 2009 corrigées).....	25
Figure 12 – Evolution globale du nombre d'entreprises du secteur de la réparation (hors automobile et plomberie) entre 2006 et 2009 en France (source : données INSEE 2006 et PJ 2006 corrigées – données INSEE 2009 estimées et PJ 2009 corrigées).....	26
Figure 13 – Evolution globale du nombre d'entreprises des secteurs de la réparation entre 2006 et 2009 en France (source : données INSEE 2006 et PJ 2006 corrigées – données INSEE 2009 estimées et PJ 2009 corrigées).....	27
Figure 14 – Evolution globale du nombre d'entreprises des secteurs de la réparation (hors automobile et plomberie) entre 2006 et 2009 en France (source : données INSEE 2006 et PJ 2006 corrigées – données INSEE 2009 estimées et PJ 2009 corrigées).....	27
Figure 15 – Evolution globale du nombre d'emplois des secteurs de la réparation entre 2006 et 2009 en France (source : données INSEE 2006 et PJ 2006 corrigées – données INSEE 2009 estimées et PJ 2009 corrigées).....	28
Figure 16 – Evolution globale du nombre d'emplois des secteurs de la réparation (hors automobile et plomberie) entre 2006 et 2009 en France (source : données INSEE 2006 et PJ 2006 corrigées – données INSEE 2009 estimées et PJ 2009 corrigées).....	28
Figure 17 – Evolution du nombre d'entreprises et du nombre d'emplois du secteur des produits bruns entre 2006 et 2009 (source : données INSEE 2006 et PJ 2006 corrigées – données INSEE 2009 estimées et PJ 2009 corrigées).....	29
Figure 18 – Evolution du nombre d'entreprises et du nombre d'emplois du secteur des produits blancs entre 2006 et 2009 (source : données INSEE 2006 et PJ 2006 corrigées – données INSEE 2009 estimées et PJ 2009 corrigées).....	29
Figure 19 – Evolution du nombre d'entreprises et du nombre d'emplois des secteurs de l'automobile entre 2006 et 2009 (source : données INSEE 2006 et PJ 2006 corrigées – données INSEE 2009 estimées et PJ 2009 corrigées).....	30
Figure 20 – Evolution du nombre d'adhérents du Réseau des Ressourceries.....	36

RESUME

L'étude « Actualisation du panorama de l'offre de réparation en France » fait suite au panorama de l'offre de la réparation établi par l'équipe Environnement et Développement Durable d'Ernst & Young en 2007. Cette première étude avait permis de dresser un tableau de bord de la réparation par secteur d'activités et d'identifier les principaux freins à la réparation, à chaque étape du cycle de vie des appareils. Des exemples de bonnes pratiques et des pistes pour un plan de soutien à la réparation en France avaient été présentés, en réponse aux freins identifiés.

Depuis 2007, le contexte national a évolué. En particulier, la mise en place du Grenelle de l'environnement vient renforcer la politique nationale de réduction des impacts sur l'environnement : en matière de déchets, un objectif de réduction de 7 % de la production de déchets par habitant sur les 5 ans à venir a été fixé par la loi Grenelle I en 2009. La réparation est un levier d'action en réponse à cet objectif.

Dans ce contexte, l'étude vise à mettre à jour le tableau de bord du marché de la réparation, à présenter l'évolution de l'offre de la réparation entre 2006 et 2009 et à identifier des facteurs explicatifs de ces évolutions et les perspectives de l'offre de réparation.

Cette étude met en évidence une baisse significative de l'activité de réparation en France entre 2006 et 2009. Cette baisse est particulièrement marquée dans les secteurs de la réparation des produits blancs, la cordonnerie, la réparation des vêtements où la baisse du nombre d'emplois liés à la réparation peut aller jusqu'à 34 % entre 2006 et 2009. Si les freins identifiés en 2007 ont été confirmés, la crise économique de 2008 a aussi impacté le marché de la réparation en France.

L'étude a également permis de corriger les données du tableau de bord de la réparation publié en 2007 grâce à l'utilisation des données INSEE 2006 qui n'étaient pas encore disponibles en 2007. L'étude présente donc un nouveau tableau de bord de la réparation en France en 2006 qui annule et remplace le tableau présenté dans la précédente étude.

Mots clés : Réparation, Marché, Déchets, Tableau de bord, Réparateurs, Service Après Vente

INTRODUCTION

Contexte et objectif de l'étude

La présente étude fait suite au panorama de l'offre de la réparation établi par l'équipe Environnement et Développement Durable d'Ernst & Young en 2007 pour le compte de l'Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie (ADEME). Cette première étude avait permis de dresser un tableau de bord de la réparation par secteur d'activités et d'identifier les principaux freins à la réparation, à chaque étape du cycle de vie des appareils. Des exemples de bonnes pratiques et des pistes pour un plan de soutien à la réparation en France avaient été présentés, en réponse aux freins identifiés.

Le suivi de l'offre de la réparation assuré par l'ADEME s'inscrit dans la mise en œuvre du plan national de prévention des déchets annoncé en 2004 par le Ministère en charge de l'Environnement (le Ministère de l'Ecologie, de l'Energie, du Développement Durable et de la Mer - MEEDDM) qui soutient les pratiques écoresponsables à domicile, telles que la réutilisation, le réemploi ou la réparation.

Depuis 2007, le contexte national a évolué. En particulier, la mise en place du Grenelle de l'environnement vient renforcer la politique nationale de réduction des impacts sur l'environnement : en matière de déchets, un objectif de réduction de 7 % de la production de déchets par habitant sur les 5 ans à venir a été fixé par la loi Grenelle I en 2009. La réparation est un levier d'action en réponse à cet objectif.

Dans ce contexte, la présente étude vise à mettre à jour le tableau de bord du marché de la réparation, à présenter l'évolution de l'offre de la réparation entre 2006 et 2009 et à identifier des facteurs explicatifs de ces évolutions et les perspectives de l'offre de réparation.

Approche méthodologique

Afin de répondre à cet objectif, l'étude s'est déroulée en deux phases :

- Phase 1 : Mise à jour et correction du tableau de bord de l'étude 2007 ;
- Phase 2 : Exploitation des données et analyse comparative.

La présente étude a permis d'améliorer la fiabilité du tableau de bord de l'étude 2007, les données de l'INSEE 2006 étant disponibles à ce jour alors qu'elles ne l'étaient pas en 2007. Une nouvelle version du tableau de bord 2006 est donc proposée dans le présent rapport. Les chiffres publiés dans l'étude 2007 sont dorénavant considérés comme non valables.

La mise à jour du tableau de bord avec les données 2009 s'est déroulée en utilisant les mêmes sources de données que lors de la précédente étude. Ainsi, une approche par codes NAF a été privilégiée et les principales sources de données utilisées sont les résultats de la dernière enquête annuelle d'entreprises de l'INSEE 2006 et la base de données Pages Jaunes des professionnels de Pages Jaunes Marketing Services actualisée en temps réel (extraction mars 2010).

L'exploitation de ces données a permis de dresser le panorama de l'offre de réparation en France en 2009. Grâce à l'analyse comparative des données de ce tableau de bord et des données utilisées lors de l'étude 2007, il a été possible d'estimer l'évolution du secteur depuis 2006.

Enfin, cette étude a permis, à l'aide des différentes conclusions de l'étude 2007 et des entretiens réalisés avec les acteurs clés du marché, d'expliquer les évolutions majeures du secteur et de formuler des perspectives pour les années à venir.

Périmètre et définitions

Tout d'abord, il convient de distinguer la réparation du réemploi :

- **La réparation**, à la demande du consommateur, consiste à remettre en état un produit en vue d'en allonger la durée de vie ;
- **Le réemploi** vise la réutilisation d'un objet dont le propriétaire initial souhaite se débarrasser. La réparation peut alors constituer une étape du réemploi en vue de donner une seconde vie au produit qui sera réutilisé par une tierce personne. On parle alors de « préparation au réemploi ».

Ainsi, les activités de réemploi sont a priori exclues du périmètre de l'étude sauf si leur activité principale les référence en tant qu'activité de réparation.

De même, les activités d'entretien (équipements publics, voitures, produits domestiques, électroménagers...) ne sont pas incluses dans le périmètre de la réparation sauf si les entreprises correspondantes sont recensées en tant que réparateur, la réparation étant leur principale activité.

En outre, comme pour l'étude 2007, les entreprises sont classées à l'aide de leur code Nomenclature des Activités Françaises (NAF). En effet, cette nomenclature permet la codification de l'activité principale exercée dans une entreprise ou une association. Ainsi, une entreprise dont le cœur de métier est la réparation sera enregistrée sous un code NAF relatif à ce secteur. Néanmoins, il s'agit de leur activité principale. Certains réparateurs exercent également d'autres types d'activités (entretien, vente, concession...) et à l'inverse certains vendeurs ou magasins font, en plus de leur cœur de métier, de la réparation.

Une des limites de cette étude réside dans l'utilisation de la base de données Pages Jaunes à laquelle le référencement n'est pas obligatoire. Pour pallier au manque d'exhaustivité des données Pages Jaunes, un facteur correctif, estimé sur la base de la comparaison de données INSEE 2006 et Pages Jaunes 2006 disponibles pour certains codes NAF, a été appliqué à l'ensemble des données Pages Jaunes relatives au nombre d'emplois et au nombre d'établissements. Par ailleurs, l'hypothèse retenue pour étudier les évolutions de nombre d'entreprises et de nombre d'emplois est la stabilité du référencement Pages Jaunes par les acteurs de la réparation. Si elle n'est pas exhaustive, il est supposé qu'une même part des acteurs est représentée par Pages Jaunes début 2007 et début 2010 ceci afin de garantir la pertinence des évolutions. Les extractions Pages Jaunes ont été réalisées en avril 2007 et mars 2010.

Avertissement : les données de la première étude parue en 2007 ont été modifiées suite à la parution de l'Enquête Annuelle d'Entreprises de l'INSEE de 2006. Les données présentées dans l'étude de 2007 sont dorénavant considérées comme non valables. . La partie *1 Méthodologie de mise à jour du tableau de bord* explique plus en détail la méthodologie suivie.

I. Méthodologie de mise à jour du tableau de bord

I.1 Périmètre des données du tableau de bord

Il convient tout d'abord de préciser le **périmètre des entreprises ciblées**. Un certain nombre d'acteurs de la réparation exerce une activité de vente et/ou une activité d'entretien en plus de leur activité de réparation. Les données disponibles ne permettent pas toujours de préciser la part des emplois ou du chiffre d'affaires liée à la réparation. Ainsi, on retrouve, dans le secteur de la réparation, les commerçants spécialisés tels que les concessionnaires automobiles ou les commerces d'électroménager qui proposent également un service de réparation (garagiste, service après vente). C'est pourquoi, lors de la construction du tableau de bord de la réparation, la méthodologie par codes NAF a été privilégiée, assurant la couverture des acteurs du marché dont la réparation est la principale activité.

Le tableau de bord de la réparation construit dans le cadre de l'étude est basé sur deux **sources de données** :

- **les enquêtes annuelles d'entreprises (EAE) de l'INSEE** : celles-ci ont un caractère très fiable mais ces enquêtes ne sont publiées que tous les deux ou trois ans. Elles donnent des informations sur le nombre d'entreprises, le nombre d'emplois et le chiffre d'affaires de chaque secteur ;
- **la base de données Pages Jaunes des professionnels de Pages Jaunes Marketing Services** : actualisée en temps réel, celle-ci se compose des données des adhérents aux services de Pages Jaunes. Elle permet d'obtenir des informations sur le nombre d'établissements et le nombre d'emplois par secteur d'activités au moment de l'extraction des données. Cette base de données n'est pas exhaustive puisqu'elle ne recense que les adhérents aux services Pages Jaunes.

Ces deux sources classent les entreprises et les établissements selon leur code NAF. Il a été supposé que compte-tenu du type d'entreprises du secteur de la réparation, on pouvait assimiler entreprise à établissement pour les entreprises du secteur de la réparation, les entreprises de la réparation étant pour la plupart des entreprises mono-établissements. En outre, la terminologie retenue dans l'ensemble du rapport est « nombre d'entreprises ». On parlera de « nombre d'établissements » uniquement lorsque seules des données Pages Jaunes sont présentées ainsi que dans la présente méthodologie.

I.2 Définition d'un facteur correctif des données Pages Jaunes

Les données Pages Jaunes ne sont pas exhaustives, l'enregistrement des professionnels sur les Pages Jaunes étant sur la base du volontariat. Toutefois, pour certains codes NAF, les données 2006 ont été disponibles à la fois au sein de l'EAE 2006 et des données Pages Jaunes 2006 extraites début 2007 pour la précédente étude. Pour ces secteurs, des facteurs correctifs des données Pages Jaunes ont pu être calculés par comparaison entre les données « entreprises » EAE INSEE 2006 et les données « établissements » Pages Jaunes 2006. Les résultats sont les suivants :

Codes NAF	EAE INSEE 2006	Pages Jaunes 2006	Facteur correctif
501Z Commerce de véhicules automobiles	23 423	14 018	1,67
502Z Entretien et réparation de véhicules automobiles	32 676	19 045	1,72
504Z Commerce et réparation de motocycles	4 944	2 205	2,24
527A Réparation de chaussures et d'articles en cuir	3 369	2 236	1,51
527C Réparation de matériel électronique grand public	2 433	1 238	1,97
527D Réparation d'appareils électroménagers	2 015	914	2,20
527F Réparation de montres, horloges et bijoux	860	421	2,04
527H Réparation d'autres articles personnels et domestiques	5 765	2 704	2,13
Facteur correctif moyen			1,94

Le facteur correctif moyen de 1,9 peut raisonnablement être appliqué à l'ensemble des données Pages Jaunes 2006 et 2009 relatives au nombre d'établissements (coefficient de corrélation de 0,99).

Sur le nombre d'emplois, le même facteur correctif est utilisé, le nombre d'emplois étant calculé à partir du nombre d'entreprises et du nombre d'emplois moyen. Cette estimation reste convenable dans la mesure où les nombres d'emplois INSEE et Pages Jaunes sont corrélés avec un coefficient de corrélation de 0,7 avec un facteur correctif moyen de 1,8.

I.3 Corrections du tableau de bord de l'étude 2007

Suite à la parution de l'EAE 2006 de l'INSEE, les données publiées dans le cadre de la précédente étude ont été corrigées :

- Les données de l'EAE 2004 ont été remplacées par les données de l'EAE 2006 ; ces dernières sont désignées par « INSEE 2006 » dans la suite du rapport
- Les données Pages Jaunes 2006 (extraites début 2007) ont été corrigées du facteur correctif défini plus haut. Ces données corrigées sont désignées par « PJ 2006 corrigées » dans la suite du rapport

Le nouveau tableau de bord 2006 est présenté partie II.

I.4 Création du tableau de bord 2009

a. Classement des données selon le code NAF v2

Lors de l'étude 2007, les classements avaient été effectués selon le code NAF v1. Depuis, la Nomenclature des Activités Françaises a été révisée, et la base de données Pages Jaunes (source utilisée en 2010) classe les entreprises selon les codes NAF v2. Ainsi, afin de pouvoir comparer les données 2006 et celles collectées en 2010 pour la réalisation du nouveau tableau de bord, une méthode de passage des codes NAF v1 aux codes NAF v2 a été mise en place (cf. *Annexe 1 – Méthodologie de passage code NAF v1 à code NAF v2*). Le tableau de bord actualisé présente donc les activités de la réparation selon les codes NAF v2, la méthode de passage ayant permis d'obtenir toutes les données sur ce même référentiel.

b. Estimation des données INSEE 2009

Le tableau de bord 2009 a été établi afin de permettre **l'analyse de l'évolution du marché entre 2006 et 2009**. Or, pour 2009, seules les données Pages Jaunes sont disponibles. C'est pourquoi une estimation des données INSEE 2009 a été réalisée : en connaissant l'évolution du nombre d'établissements selon Pages Jaunes et du nombre d'emplois selon Pages Jaunes entre début 2007 et début 2010 à l'aide des données Pages Jaunes, une tendance a pu être appliquée aux données de l'EAE de 2006 pour estimer les données correspondantes 2009. Il a été supposé que l'évolution relative du nombre d'entreprises entre 2006 et 2009 étaient la même que l'évolution relative du nombre d'établissements entre début 2007 et début 2010. Ainsi, cette méthodologie a permis de compléter les données 2009 relatives au nombre d'entreprises et au nombre d'emplois pour tous les secteurs de la réparation (sauf le secteur « Autres réparation de biens domestiques selon INSEE », celui-ci n'intégrant une composante Pages Jaunes) (cf. *Annexe 2 – Méthodologie d'estimation des données 2009*) : seules les données portant sur la catégorie « Autres réparations de biens domestiques selon INSEE » n'ont pu être estimées à 2009. Il est à noter que cette méthodologie n'a pu être appliquée aux chiffres d'affaires, ceux-ci ne suivant pas nécessairement les mêmes tendances que le nombre d'établissements et le nombre d'emplois.

Ainsi, le tableau de bord de l'offre de réparation en 2009 se base sur :

- Les données **INSEE 2009 estimées** à partir des données INSEE 2006 et de l'évolution des données Pages Jaunes sur la période 2006-2009 ; ces données sont désignées par « INSEE 2009 estimées » dans la suite du rapport.
- Les données **Pages Jaunes 2009** extraites début 2010 **corrigées** du facteur correctif défini plus haut. Ces données sont désignées par « PJ 2009 corrigées » dans la suite du rapport.

II. L'offre de la réparation en 2006

Cette partie présente les travaux de correction des données présentées dans la précédente étude. En effet, comme précisé plus haut, les dernières données disponibles en 2007 étaient les données INSEE 2004 et les données Pages Jaunes extraites début 2007. Le tableau de bord présenté dans cette partie distingue d'une part les données INSEE 2004 et INSEE 2006 et d'autre part les données compilées INSEE et Pages Jaunes 2006 ou « Tableau de bord 2006 » qui annule et remplace le tableau de bord de la précédente étude.

II.1 Evolutions 2004-2006

a. Tableau de bord 2004-2006 (périmètre INSEE uniquement)

Le tableau de bord qui suit présente :

- Les données INSEE 2004 (nombre d'emplois, nombre d'entreprises et chiffre d'affaires) ;
- Les données INSEE 2006 (nombre d'emplois, nombre d'entreprises et chiffre d'affaires) ;
- Les évolutions 2004-2006 sur le périmètre INSEE.

De façon globale, le tableau présenté ci-après met en évidence une baisse du nombre d'emplois entre 2004 et 2006 d'environ 4 % et un nombre d'entreprises stable. Le chiffre d'affaires de l'ensemble du secteur de la réparation est également stable sur la période 2004 à 2006. Au-delà de cette globale stabilité du secteur de la réparation, on constate des évolutions importantes au sein de quelques secteurs de la réparation. Les évolutions de chiffre d'affaires seront commentées sur cette période, car ce sont les dernières données disponibles. En revanche, les évolutions des nombres d'entreprises et emplois seront étudiées sur la période 2006-2009 dans la suite du rapport.

Secteur	Nombre d'entreprises			Nombre d'emplois			Chiffre d'affaires (en M€)		
	2004 (INSEE)	2006 (INSEE)	Evolution 2004 => 2006 (INSEE)	2004 (INSEE)	2006 (INSEE)	Evolution 2004 => 2006 (INSEE)	2004 (INSEE)	2006 (INSEE)	Evolution 2004 => 2006 (INSEE)
Automobile et Motocycles & cycles	40 583	41 105	1,3%	180 858	175 502	-3,0%	22 328	22 569	1,1%
Automobile	36 308	36 161	-0,4%	162 340	156 429	-3,6%	21 844	21 989	0,7%
Motocycles & cycles	4 275	4 944	15,6%	18 518	19 073	3,0%	484	581	20,0%
Plomberie / Chauffage	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND
Appareils électriques, électroniques grand public	4 979	4 448	-10,7%	14 151	13 022	-8,0%	728	649	-10,9%
Electroménager (produits blancs)	2 226	2 015	-9,5%	7 402	6 503	-12,1%	382	262	-31,3%
Electronique : TV - hifi - radio (produits bruns)	2 753	2 433	-11,6%	6 749	6 519	-3,4%	346	387	11,7%
Cordonnerie	3 555	3 369	-5,2%	5 039	4 355	-13,6%	176	160	-8,8%
Horlogerie et bijouterie	818	860	5,1%	1 761	1 715	-2,6%	184	158	-14,4%
Autres réparations de biens domestiques (selon INSEE)	5 515	5 765	4,5%	10 827	10 198	-5,8%	442	349	-21,0%
Vêtements	ND	ND	ND	ND	ND	ND	112	94	-16,0%
Dépannages et réparations urgentes à domicile	ND	ND	ND	ND	ND	ND	19	29	49,4%
Clés reproduction - service minute	ND	ND	ND	ND	ND	ND	124	118	-4,8%
Appareils de photo et cinéma	ND	ND	ND	ND	ND	ND	30	30	1,7%
TOTAL hors plomberie/chauffage	55 450	55 547	0,2%	212 636	204 792	-3,7%	23 859	23 886	0,1%
TOTAL hors automobile et plomberie/chauffage	19 142	19 386	1,3%	50 296	48 363	-3,8%	2 015	1 897	-5,8%

Les totaux présentés correspondent à la somme des lignes en caractère gras.

NB : Compte-tenu des catégories INSEE disponibles, le tableau présenté ici ne détaille pas les secteurs de la réparation des biens domestiques que sont les secteurs des vêtements, l'ameublement, la motoculture de loisir, les dépannages et réparations urgentes à domicile, la serrurerie-dépannage, les pianos et instruments de musique, les clés-reproduction – service minute et les appareils photo et cinéma. De même, concernant les secteurs de la réparation des appareils électriques et électroniques grand public, ceux-ci n'incluent pas les antennes et les machines à coudre, à repasser et à tricoter ainsi que l'informatique.

b. Chiffre d'affaires de la réparation en 2006 et évolutions 2004-2006 (hors plomberie et chauffage)

Concernant le chiffre d'affaires, les dernières données disponibles correspondent aux données INSEE 2006 hors plomberie et chauffage. C'est pourquoi, nous proposons ci-dessous une brève analyse du chiffre d'affaires des secteurs de la réparation hors plomberie et chauffage en 2006 et des évolutions sur la période 2004 – 2006.

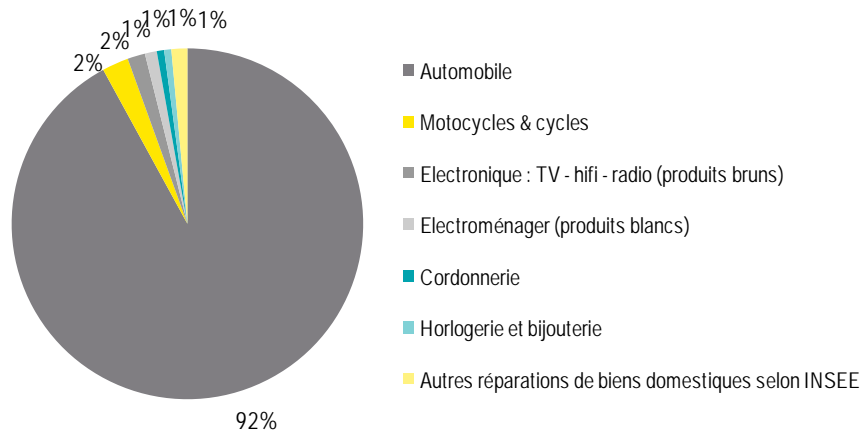


Figure 1 – Répartition du chiffre d'affaires des acteurs de la réparation (hors plomberie et chauffage) en France en 2006 (source : données INSEE 2006)

En termes de chiffre d'affaires, le secteur de la réparation automobile est largement majoritaire, représentant 92 % du chiffre d'affaires total de la réparation en 2006. Ce chiffre reflète l'importance de ce secteur d'une part et sa forte valeur ajoutée d'autre part.

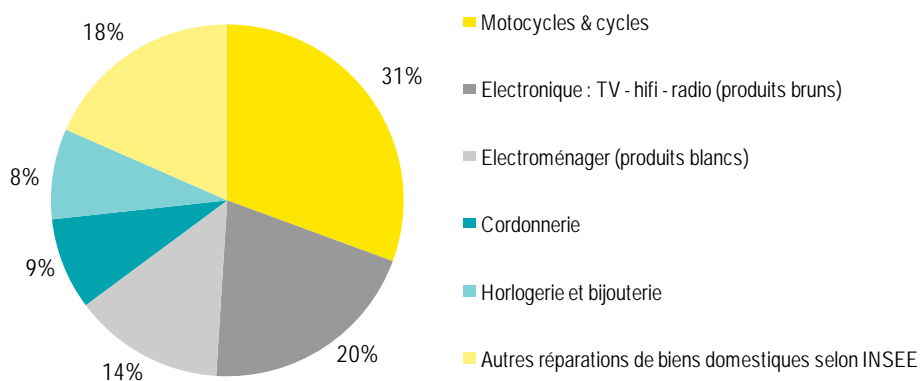


Figure 2 – Répartition du chiffre d'affaires des principaux acteurs de la réparation hors automobile, plomberie et chauffage en France en 2006 (source : données INSEE 2006)

L'étude du secteur de la réparation hors automobile permet de voir émerger des secteurs comme l'électroménager (produits blancs) et l'électronique, la TV et l'hi-fi (produits bruns). Ceci témoigne d'une valeur ajoutée importante de ces secteurs en particulier en raison de la valeur des produits réparés et des compétences requises.

- **Evolution des chiffres d'affaires des secteurs de la réparation hors plomberie-chauffage**

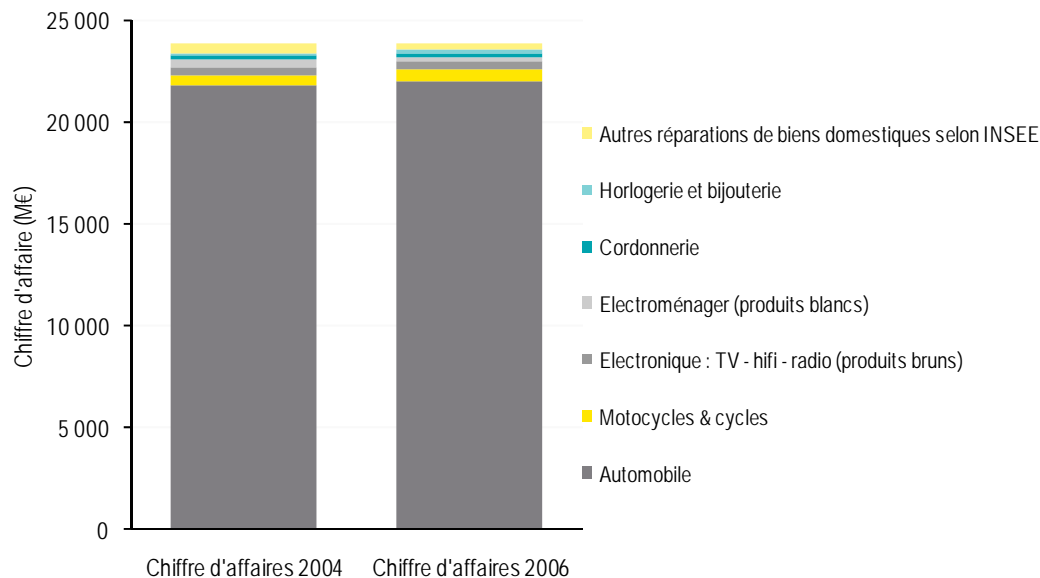


Figure 3 – Evolution globale du chiffre d'affaires des secteurs de la réparation entre 2004 et 2006 hors plomberie et chauffage en millions d'euros (source : données INSEE 2004 et INSEE 2006)

On constate une stabilité globale du chiffre d'affaires (+0,1 %) de l'ensemble de la réparation entre 2004 et 2006 et une baisse du chiffre d'affaires de 5,8 % pour le marché de la réparation hors automobile. Cette baisse d'activité dans le secteur de la réparation entre 2004 et 2006 était constatée avant la crise financière de 2008. On peut raisonnablement penser que la baisse a continué voire s'est accentuée entre 2006 et 2009.

En outre, le chiffre d'affaires du secteur de la réparation automobile avait connu une légère croissance de 1 % entre 2004 et 2006

- **Evolution des chiffres d'affaires des secteurs de la réparation hors plomberie-chauffage et automobile**

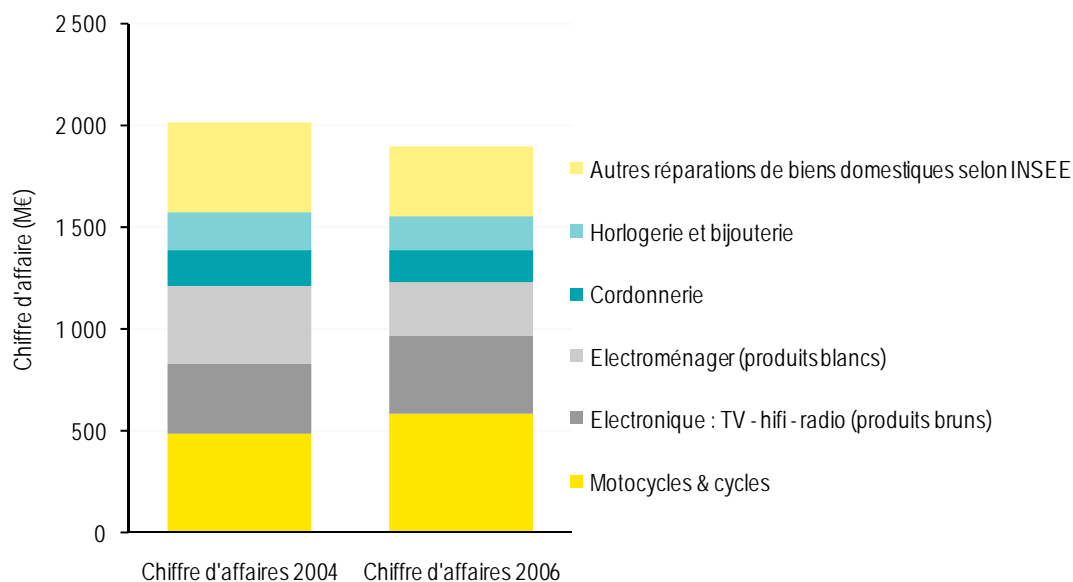


Figure 4 – Evolution globale du chiffre d'affaires des secteurs de la réparation entre 2004 et 2006 hors plomberie et chauffage et automobile en millions d'euros (source : données INSEE 2004 et INSEE 2006)

Parmi les secteurs dont le chiffre d'affaires est en croissance entre 2004 et 2006, on compte le secteur des motocycles (+20 %), le secteur des produits bruns (+12 %), le secteur de la réparation d'appareils de photo et cinéma (+2 %). En revanche, le secteur des produits blancs baisse de 31 %, les autres réparations de biens domestiques de 21 %, la réparation de vêtements de 16 % et la réparation en horlogerie et bijouterie de 14 %.

Alors que le nombre d'emplois et d'entreprises avaient connu une baisse entre 2004 et 2006 (respectivement de 3,4% et 9,6%), le chiffre d'affaires de la réparation des **produits bruns** avait connu une augmentation de près de 12 % entre 2004 et 2006, témoignant d'une croissance de la valeur de la réparation des produits bruns.

Contrairement à la réparation de produits bruns, le chiffre d'affaires de la réparation des **produits blancs** avait connu une chute de 31 % entre 2004 et 2006. Ainsi, on constate une nette baisse d'activité du secteur de la réparation des produits blancs avant la crise financière, témoignant de la baisse de la demande des consommateurs pour la réparation du gros électroménager.

II.2 Tableau de bord de l'offre de réparation en 2006

Le tableau de bord présenté ci-après reprend :

- Les données INSEE 2006 ;
- Les données Pages Jaunes extraites début 2007 corrigées du facteur correctif défini plus haut, notées données « PJ 2006 corrigées ».

Ce tableau de bord annule et remplace le tableau de bord présenté dans le cadre de l'étude sur l'offre de la réparation menée en 2007 mais ne modifie pas la tendance des secteurs de la réparation et leur positionnement les uns par rapport aux autres. Ainsi, les analyses du secteur faites dans le rapport de l'étude 2007 restent valables.

Secteur	Nombre d'entreprises 2006 (INSEE 2006 et PJ 2006 corrigées)	Nombre d'emplois 2006 (INSEE 2006 et PJ 2006 corrigées)
Automobile et Motocycles & cycles	65 854	327 259
Automobile	57 639	297 314
Motocycles & cycles	8 215	29 945
Plomberie / Chauffage	38 435	144 431
Appareils électriques, électroniques et informatique grand public	16 790	89 123
Electroménager (produits blancs)	4 081	15 200
Electronique : TV - hifi - radio (produits bruns)	4 888	14 804
Informatique	4 701	48 608
Antennes	2 134	9 162
Machine à coudre, à repasser, à tricoter	986	1 349
Cordonnerie	4 940	7 509
Vêtements	6 644	12 307
Ameublement	4 568	9 608
Horlogerie et bijouterie	3 512	8 782
Motoculture de plaisance	3 205	16 250
Dépannages et réparations urgentes à domicile	2 989	11 609
Serrurerie dépannage	2 651	13 027
Pianos + instruments de musique	1 083	2 222
Clés reproduction - service minute	395	1 007
Appareils de photo et cinéma	108	366
Autres réparations d'articles personnels et domestiques (selon PJ)	887	2 760
<i>Autres réparations de biens domestiques (selon INSEE)</i>	<i>5 765</i>	<i>10 198</i>
TOTAL	152 062	646 259
TOTAL hors automobile et plomberie/chauffage	55 988	204 515

Les totaux présentés correspondent à la somme des lignes en caractère gras.

NB : La catégorie « Autres réparations de biens domestiques (selon INSEE) » correspond au code NAF 527H. Ce code NAF regroupe tous les « Autres réparations » inclus dans les secteurs tels que la cordonnerie, les vêtements, l'ameublement ou la serrurerie, le code NAF 527H étant une des composantes de tous ces secteurs. Pour ces secteurs, des données Pages Jaunes sont disponibles pour le nombre d'emplois et le nombre d'entreprises et présentées dans le tableau de bord. Ainsi, le total du tableau n'inclut pas cette donnée INSEE pour éviter les doubles comptages.

III. L'offre de la réparation en 2009

Cette partie présente les résultats bruts 2009 du tableau de bord de la réparation. Enfin, les évolutions des données par rapport au tableau de bord 2006 sont détaillées pour les principaux secteurs.

III.1 Tableau de bord de l'offre de réparation en 2009 et évolutions 2006-2009

Comme précisé dans la méthodologie, en l'absence de données plus récentes, le tableau de bord qui suit présente :

- des données INSEE 2006 et PJ 2006 corrigées : on les notera données 2006 ;
- des données INSEE 2009 estimées et des données PJ 2009 corrigées : on les notera données 2009.

a. Nombre d'entreprises

Secteur	Nombre d'entreprises		
	2006 (INSEE et PJ corrigées)	2009 (INSEE estimées et PJ corrigées)	Evolution 2006 => 2009
Automobile et Motocycles & cycles	65 854	57 182	-13,2%
Automobile	57 639	50 355	-12,6%
Motocycles & cycles	8 215	6 827	-16,9%
Plomberie / Chauffage	38 435	31 310	-18,5%
Appareils électriques, électroniques et informatique grand public	16 790	13 111	-21,9%
Electroménager (produits blancs)	4 081	3 309	-18,9%
Electronique : TV - hifi - radio (produits bruns)	4 888	3 610	-26,1%
Informatique	4 701	3 688	-21,5%
Antennes	2 134	1 778	-16,7%
Machine à coudre, à repasser, à tricoter	986	726	-26,4%
Cordonnerie	4 940	3 668	-25,8%
Vêtements	6 644	4 761	-28,3%
Ameublement	4 568	3 340	-26,9%
Horlogerie et bijouterie	3 512	3 096	-11,9%
Motoculture de plaisance	3 205	2 755	-14,0%
Dépannages et réparations urgentes à domicile	2 989	2 223	-25,6%
Serrurerie dépannage	2 651	2 487	-6,2%
Pianos + instruments de musique	1 083	899	-17,0%
Clés reproduction - service minute	395	314	-20,7%
Appareils de photo et cinéma	108	70	-35,1%
Autres réparations d'articles personnels et domestiques (selon PJ)	887	680	-23,3%
<i>Autres réparations de biens domestiques (selon INSEE)</i>	<i>5 765</i>	<i>ND</i>	<i>ND</i>
TOTAL	152 062	125 897	-17,2%
TOTAL hors automobile et plomberie/chauffage	55 988	44 232	-21,0%

Les totaux présentés correspondent à la somme des lignes en caractères gras.

NB : La catégorie « Autres réparations de biens domestiques (selon INSEE) » correspond au code NAF 527H. Ce code NAF regroupe tous les « Autres réparations » inclus dans les secteurs tels que la cordonnerie, les vêtements, l'ameublement ou la serrurerie, le code NAF 527H étant une des composantes de tous ces secteurs. Pour ces secteurs, des données Pages Jaunes sont disponibles et présentées dans le tableau de bord. Ainsi, le total du tableau n'inclut pas cette donnée. En outre, aucune catégorie « Autres réparations de biens domestiques » équivalente à la donnée INSEE n'existe dans la base de données Pages Jaunes. C'est pourquoi, les données relatives à cette catégorie n'ont pu être estimées à 2009. Cependant, les évolutions des secteurs inclus dans cette catégorie permettent d'estimer l'évolution du nombre d'entreprises de cette catégorie entre 2006 et 2009 à environ -20 %.

b. Nombre d'emplois

Secteur	Nombre d'emplois		
	2006 (INSEE et PJ corrigées)	2009 (INSEE et PJ corrigées)	Evolution 2006 => 2009
Automobile et Motocycles & cycles	327 259	261 866	-20,0%
Automobile	297 314	240 232	-19,2%
Motocycles & cycles	29 945	21 635	-27,8%
Plomberie / Chauffage	144 431	127 057	-12,0%
Appareils électriques, électroniques et informatique grand public	89 123	69 700	-21,8%
Electroménager (produits blancs)	15 200	10 795	-29,0%
Electronique : TV - hifi - radio (produits bruns)	14 804	12 468	-15,8%
Informatique	48 608	37 886	-22,1%
Antennes	9 162	6 821	-25,5%
Machine à coudre, à repasser, à tricoter	1 349	1 728	28,1%
Cordonnerie	7 509	4 975	-33,8%
Vêtements	12 307	8 218	-33,2%
Ameublement	9 608	7 391	-23,1%
Horlogerie et bijouterie	8 782	7 080	-19,4%
Motoculture de plaisance	16 250	12 170	-25,1%
Dépannages et réparations urgentes à domicile	11 609	10 183	-12,3%
Serrurerie dépannage	13 027	11 003	-15,5%
Pianos + instruments de musique	2 222	1 841	-17,1%
Clés reproduction - service minute	1 007	1 007	0,0%
Appareils de photo et cinéma	366	284	-22,5%
Autres réparations d'articles personnels et domestiques (selon PJ)	2 760	2 189	-20,7%
<i>Autres réparations de biens domestiques (selon INSEE)</i>	<i>10 198</i>	<i>ND</i>	<i>ND</i>
TOTAL	646 259	524 963	-18,8%
TOTAL hors automobile et plomberie/chauffage	204 515	157 674	-22,9%

Les totaux présentés correspondent à la somme des lignes en caractères gras.

NB : La catégorie « Autres réparations de biens domestiques (selon INSEE) » correspond au code NAF 527H. Ce code NAF regroupe tous les « Autres réparations » inclus dans les secteurs tels que la cordonnerie, les vêtements, l'ameublement ou la serrurerie, le code NAF 527H étant une des composantes de tous ces secteurs. Pour ces secteurs, des données Pages Jaunes sont disponibles et présentées dans le tableau de bord. Ainsi, le total du tableau n'inclut pas cette donnée. En outre, aucune catégorie « Autres réparations de biens domestiques » équivalente à la donnée INSEE n'existe dans la base de données Pages Jaunes. Cependant, les données relatives à cette catégorie n'ont pu être estimées à 2009. Par ailleurs, les évolutions des secteurs inclus dans cette catégorie permettent d'estimer l'évolution du nombre d'emplois de cette catégorie entre 2006 et 2009 à environ -15 %.

III.2 Panorama des acteurs de la réparation en France en 2009

Le secteur de la réparation tel que défini dans le périmètre de l'étude compte plus de 125 000 entreprises tous secteurs confondus, employant près de 525 000 personnes en 2009. Ces chiffres doivent être appréhendés par secteur car la part de la réparation dans chaque secteur peut varier de manière significative. L'étude réalisée en 2007 décrivait les principaux secteurs et leur activité.

La **réparation automobile** est le secteur le plus important, représentant 40 % des entreprises et plus de 45 % des emplois du secteur de la réparation en France. Ces données seront détaillées plus loin afin notamment d'appréhender la réelle part des activités de réparation, certaines données couvrant des activités de commerces.

Comme lors de la première étude, **la plomberie** est un secteur phare de la réparation. Elle représente en 2009, 25 %, du nombre d'entreprises et 24 % du nombre d'emplois.

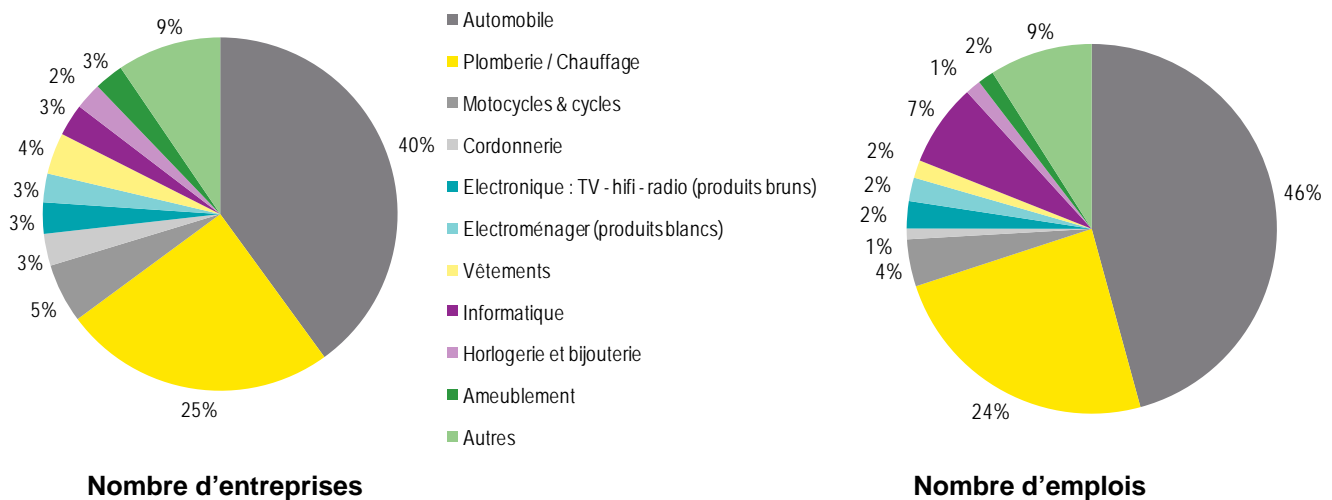
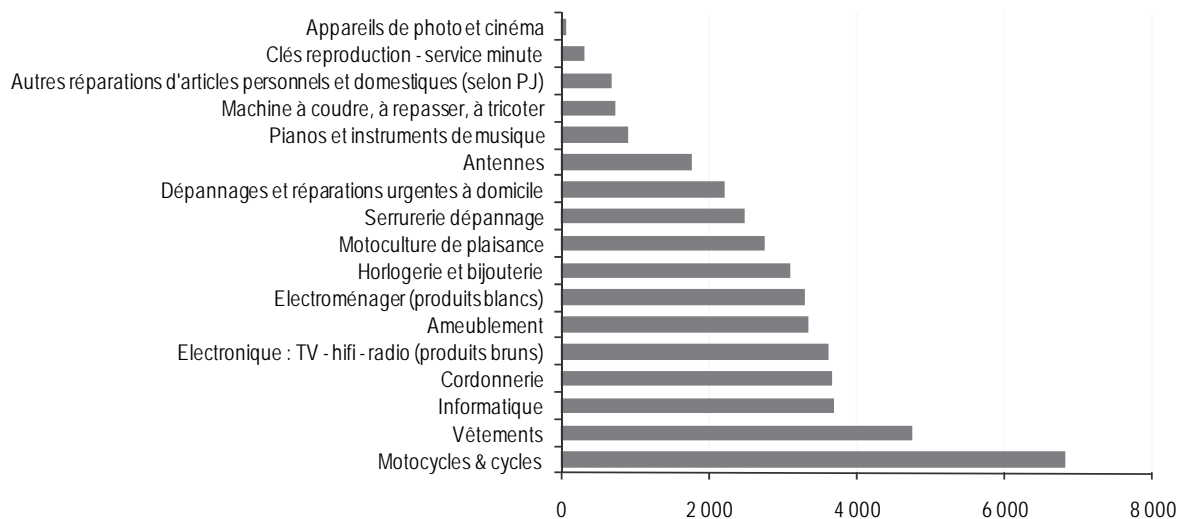
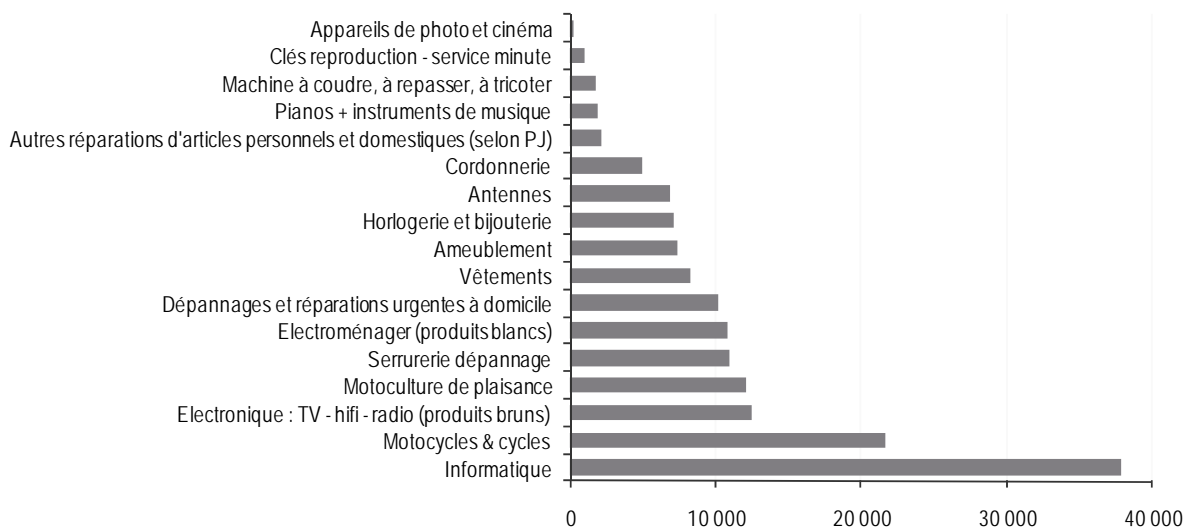


Figure 5 – Répartition du nombre d'entreprises et du nombre d'emplois des acteurs de la réparation en France en 2009 (source : données INSEE 2009 estimées et PJ 2009 corrigées)



Nombre d'entreprises



Nombre d'emplois

Figure 6 – Nombre d'entreprises et nombre d'emplois de la réparation hors automobile et plomberie en 2009 (source : données INSEE 2009 estimées et PJ 2009 corrigées)

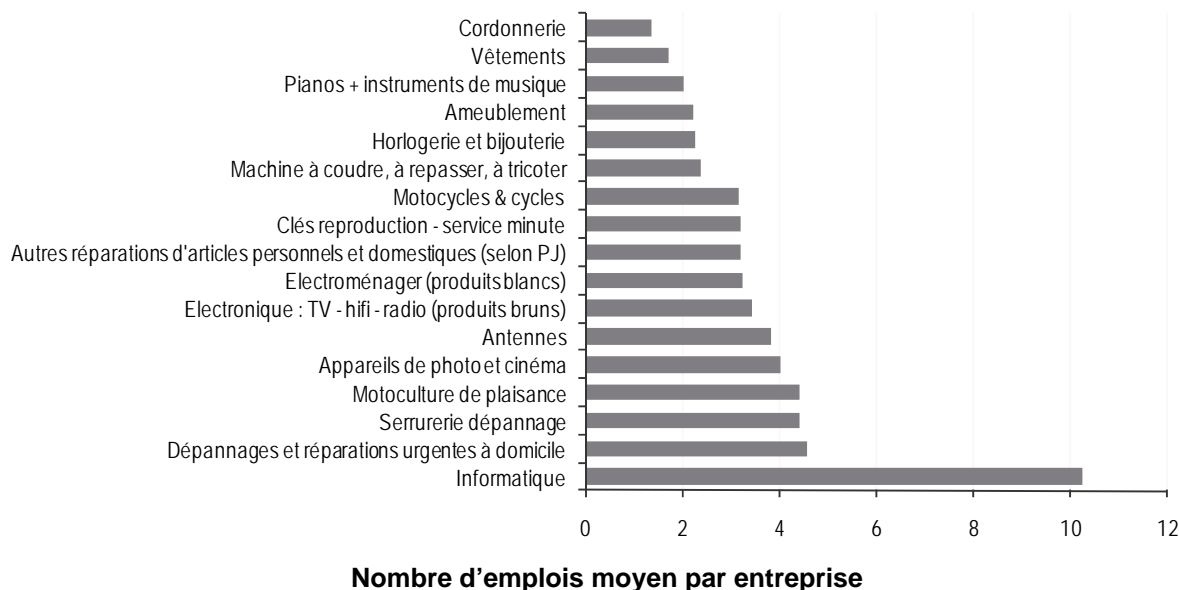


Figure 7 – Nombre d’emplois moyen par entreprise de la réparation hors automobile et plomberie en 2009 (source : données INSEE 2009 estimées et PJ 2009 corrigées)

Ces trois répartitions permettent d’identifier les secteurs de la réparation pour lesquels les entreprises sont les plus petites. En particulier, la cordonnerie compte plus de 3 600 entreprises pour seulement 5 000 salariés, soit 1,4 salariés par entreprise en moyenne. En revanche, le secteur de la réparation informatique compte près de 38 000 salariés pour près de 3 700 entreprises, soit 10,3 salariés par entreprise en moyenne.

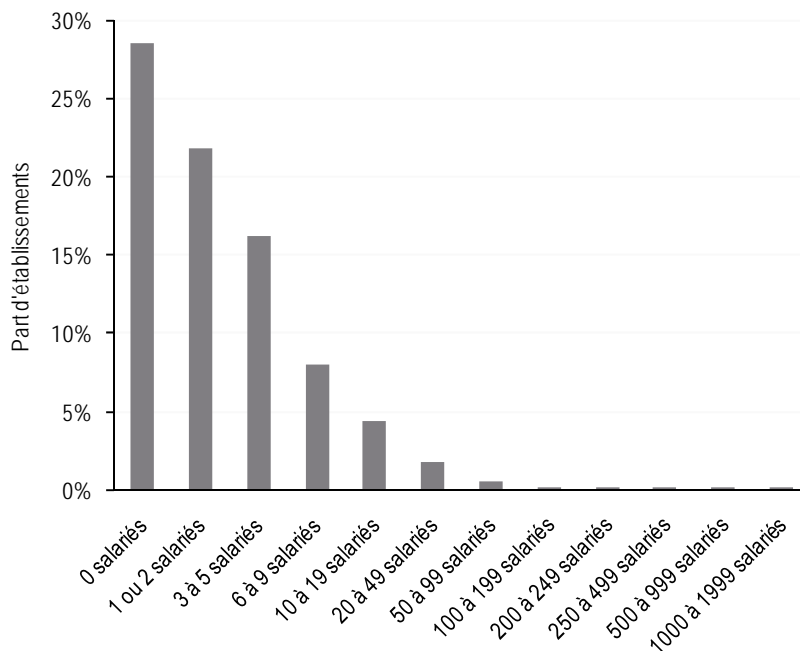


Figure 8 – Répartition des établissements par tranche du nombre de salariés en 2009 (source : données PJ 2009 corrigées)

La majorité des établissements associés à la réparation est constituée de très petits établissements avec une moyenne de 3,5 emplois par établissement sans les trois grands secteurs de la réparation (automobile, motocycles et cycles et plomberie chauffage).

On constate que la grande majorité des établissements répertoriés dans Pages Jaunes dans le secteur de la réparation sont de très petites entreprises dont plus de 90 % comptent moins de 20 salariés.

Dans les parties suivantes sont présentés plus en détail le secteur de la réparation d'articles personnels et domestiques, le secteur automobile et motocycles et cycles.

a. Panorama des acteurs de la réparation d'articles personnels et domestiques

NB : ce paragraphe traite des données des secteurs de la réparation d'articles personnels et domestiques selon la classification par codes NAF. C'est pourquoi, les données présentées sont restreintes aux données des codes NAF correspondants exclusivement à ces secteurs. Les autres secteurs susceptibles d'avoir notamment une activité de réparation tels que les commerces d'articles personnels et domestiques sont ici exclus. Les données citées sont disponibles dans le tableau présenté en Annexe 4.

Selon la classification NAF v1, le secteur de la réparation d'articles personnels et domestiques regroupe :

- 527 D : Réparation d'électroménager (Produits blancs) ;
- 527 C : Réparation d'électronique TV-Hifi (Produits bruns) ;
- 527 A : Cordonnerie, réparation de chaussures ;
- 527 F : Réparation en horlogerie et bijouterie ;
- 527 H : Autres types de réparations.

Ce dernier secteur (527 H) comprend tous les articles personnels et domestiques non compris dans les autres secteurs. On retrouve notamment la réparation de jouets, faïences et porcelaines, articles de sport, accordeurs de pianos et autres instruments de musiques, les petits métiers de la rue (cordonneries, retoucheurs, ...), la réparation de matériels photographiques non professionnels, la réparation de téléphones mobiles. Ce secteur ne comprend pas la réparation et la restauration de meubles et d'objets d'arts, l'affûtage d'outils, la réparation et l'installation de jeux électroniques et vidéo, l'entretien et l'installation de chaudières domestiques, la réparation associée à la vente de cycles.

De plus, il faut noter que les entreprises référencées dans un code NAF réparation peuvent intégrer dans leur activité une part plus ou moins importante d'activité hors réparation (par exemple de la vente) et inversement des entreprises référencées dans une activité de vente par exemple peuvent dédier une partie de leurs emplois à des activités de réparation. L'ensemble de ces codes NAF v2 peut être regroupé sous le groupe 95.2 représentant « la réparation d'articles personnels et domestiques ».

Remarque : pour permettre une comparaison plus facile des données 2006 et 2009, les codes présentés Figure 6 correspondent au code NAF v1. Notre étude ayant été réalisée selon les codes NAF v2, voici le tableau de correspondance des deux nomenclatures :

Codes NAF v1	Codes NAF v2
527 A : Réparation de chaussures et d'articles en cuir	95.23Zp : Réparation de chaussures et d'articles en cuir
527 C : Réparation de matériel électronique grand public – produits bruns	95.21Z : Réparation de produits électroniques grand public
527 D : Réparation d'appareils électroménagers – produits blancs	95.22Zp : Réparation d'appareils électroménagers et d'équipements pour la maison et le jardin
527 F : Réparation de montres, horloges et bijoux	95.25Z : Réparation d'articles d'horlogerie et de bijouterie
527 H : Réparation d'articles personnels et domestiques non compris ailleurs	95.12Zp : Réparation d'équipements de communication 95.23Zp : Réparation de chaussures et d'articles en cuir 95.29Zp : Réparation d'autres biens personnels et domestiques

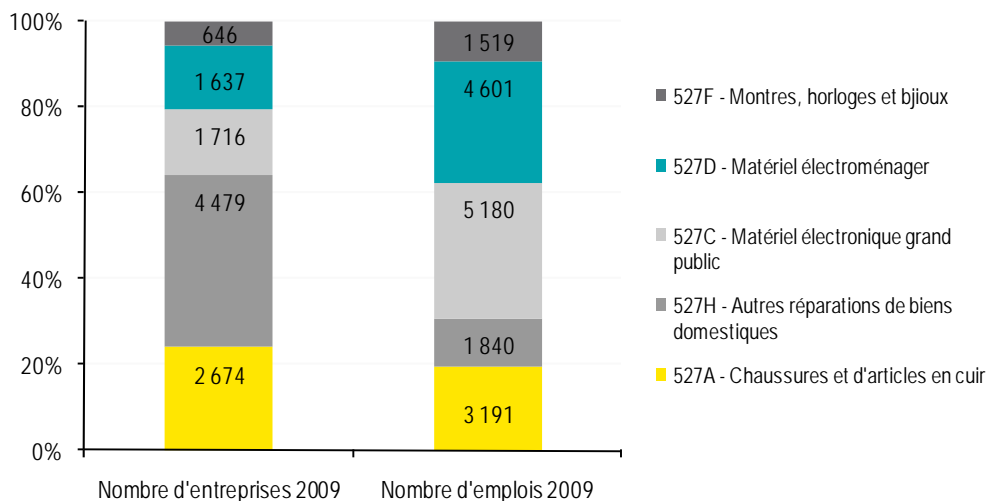


Figure 9 – Comparaison de la part du nombre d'entreprises (2009) et d'emplois (2009) des secteurs de la réparation des biens domestiques (source : données INSEE 2009 estimées et PJ 2009 corrigées)

NB : le code NAF « 527H – Autres réparations de biens domestiques » est réparti au sein de plusieurs catégories Pages Jaunes (pour plus d'information, voir le tableau de bord 2009 détaillé en Annexe 4).

La réparation d'articles personnels et domestiques telle que définie ci-dessus compte plus de 11 000 entreprises, qui emploient un peu plus de 16 000 personnes en 2009.

Les deux principales activités du secteur de la réparation des articles personnels et des biens domestiques sont la réparation de produits bruns et de produits blancs qui représentent à eux deux, en 2009, 30 % du nombre d'entreprises et 60 % du nombre d'emplois des secteurs de la réparation de biens domestiques. La valeur de la réparation de ces produits est relativement importante par rapport aux autres secteurs de la réparation de biens domestiques (selon la répartition du chiffre d'affaires 2006 présentée dans la précédente partie). Les autres secteurs de la réparation de biens domestiques représentent donc 70 % du nombre d'entreprises et 40 % du nombre d'emplois des secteurs de la réparation de biens domestiques : ces secteurs comptent davantage d'entreprises de proximité avec un nombre d'employés relativement faible et les services apportés ont moins de valeur économique.

b. Panorama des acteurs de la réparation automobile et motocycles et cycles en 2009

Selon la nomenclature NAF v1, le commerce et la réparation automobile rassemblent les cinq codes NAF suivants :

- 501Z : commerce de véhicules automobiles ;
- 502Z : entretien et réparation de véhicules automobiles ;
- 503A et B : commerce de gros et de détail d'équipements automobiles ;
- 504Z : commerce et réparation de motocycles ;
- 505Z : commerce de détail de carburants.

Les résultats détaillés de l'EAE 2006 sur le commerce permettent de ventiler l'activité d'entretien et réparation automobile entre les différents acteurs du secteur automobile (Figure 11). Il est possible de dissocier la vente de l'entretien/réparation mais il n'est pas possible de dissocier l'entretien de la réparation automobile. La réparation telle que présentée ci-après englobe donc aussi l'entretien automobile. Cependant, comme l'entretien contribue également à la prolongation de la durée de vie des véhicules, il paraît pertinent d'assimiler ces acteurs à l'activité réparation.

Remarque : pour permettre une comparaison plus facile des données 2009 et 2006, les codes présentés Figure 10 correspondent au code NAF v1. Notre étude ayant été réalisée selon les codes NAF v2, voici le tableau de correspondance des deux nomenclatures :

Codes NAF v1	Codes NAF v2
501Z : Commerce de véhicules automobiles	45.11Z : Commerce de voitures et de véhicules automobiles légers 45.19Z : Commerce d'autres véhicules automobiles 45.20Ap : Entretien et réparation de véhicules automobiles légers 45.20Bp : Entretien et réparation d'autres véhicules automobiles
502Z : Entretien et réparation de véhicules automobiles	45.20Ap : Entretien et réparation de véhicules automobiles légers 45.20Bp : Entretien et réparation d'autres véhicules automobiles 52.21Zp : Services auxiliaires des transports terrestres
503A : Commerce d'équipements automobiles en gros	45.31Z : Commerce de gros d'équipements automobiles
503B : Commerce d'équipements automobiles de détail	45.32Z : Commerce de détail d'équipements automobiles
504Z : Commerce et réparation de motocycles	45.40Z : Commerce et réparation de motocycles
505Z : Commerce de détail de carburants	47.30Z : Commerce de détail de carburants en magasin spécialisé

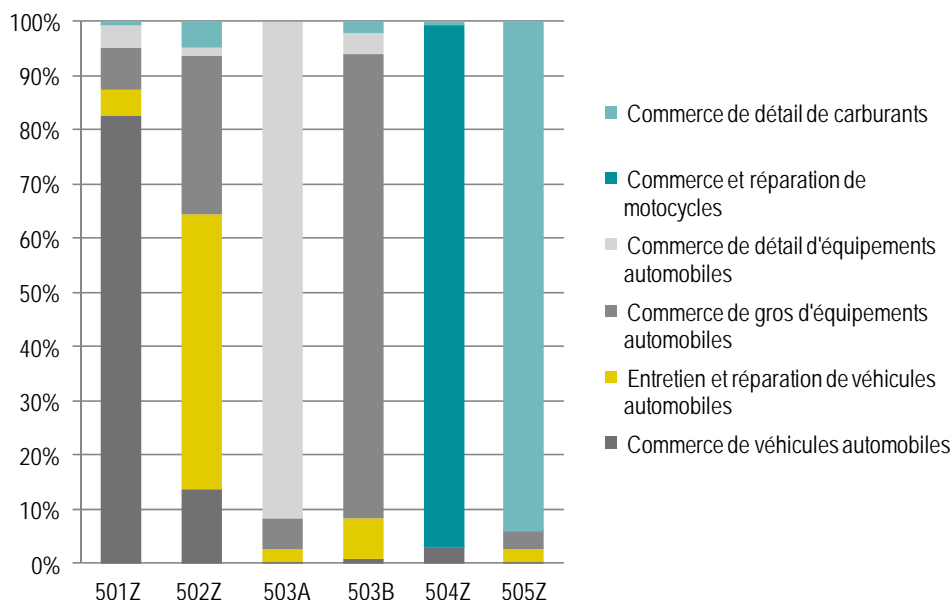


Figure 10 – Comparaison de la part du chiffre d'affaires des différentes activités pouvant inclure de la réparation au sein des codes NAF du secteur de la réparation automobile et motocycles et cycles en 2006 (source : données INSEE 2006)

Cette répartition montre que le code NAF le plus représentatif du secteur de la réparation automobile est le code 502 Z et que le code NAF le plus représentatif du secteur de la réparation des motocycles est le 504 Z. Néanmoins, l'exclusion des autres codes NAF ne rendrait pas le périmètre de l'étude suffisamment exhaustif.

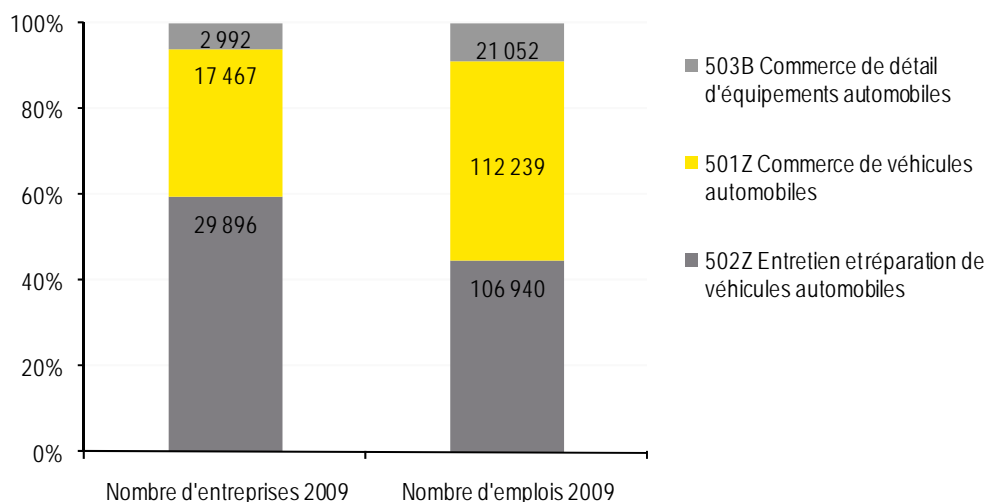


Figure 11 – Comparaison de la part du nombre d'entreprises (2009) et du nombre d'emplois (2009) des secteurs de la réparation automobile (source : données INSEE 2009 estimées et PJ 2009 corrigées)

La réparation automobile telle que définie ci-dessus compte en 2009 plus de 50 000 entreprises, qui emploient plus de 240 000 personnes. On observe par ailleurs que les entreprises de commerce sont globalement plus grandes (6,5 emplois par entreprise en moyenne) alors que les entreprises spécialisées dans l'entretien sont plus petites (3,4 emplois par entreprise en moyenne).

En 2006, ce secteur réalisait un chiffre d'affaires de 22,6 milliards d'euros. Ce chiffre d'affaires était réalisé pour moitié par le commerce de véhicules automobiles, au sein duquel les activités de réparation ne sont pas dissociées et 9,6 milliards d'euros étaient réalisés par les entreprises du secteur de l'entretien et de la réparation automobile.

III.3 Evolution de l'offre de la réparation entre 2006 et 2009

a. Evolution globale

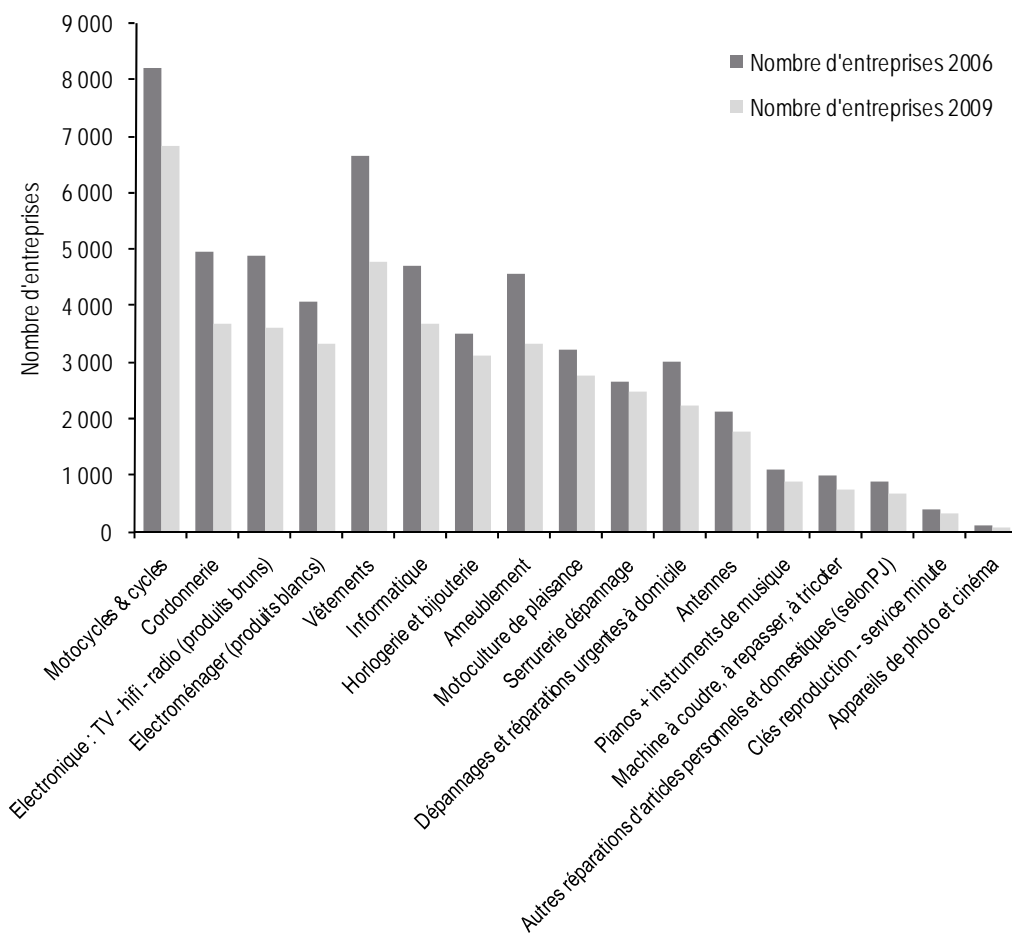


Figure 12 – Evolution globale du nombre d'entreprises du secteur de la réparation (hors automobile et plomberie) entre 2006 et 2009 en France (source : données INSEE 2006 et PJ 2006 corrigées – données INSEE 2009 estimées et PJ 2009 corrigées)

Globalement, le nombre d'entreprises a diminué entre 2006 et 2009. L'ensemble du secteur de la réparation a vu son nombre d'entreprises baisser de 17 %. En outre, le nombre d'entreprises des secteurs de la réparation hors automobile et plomberie a diminué de 21 %.

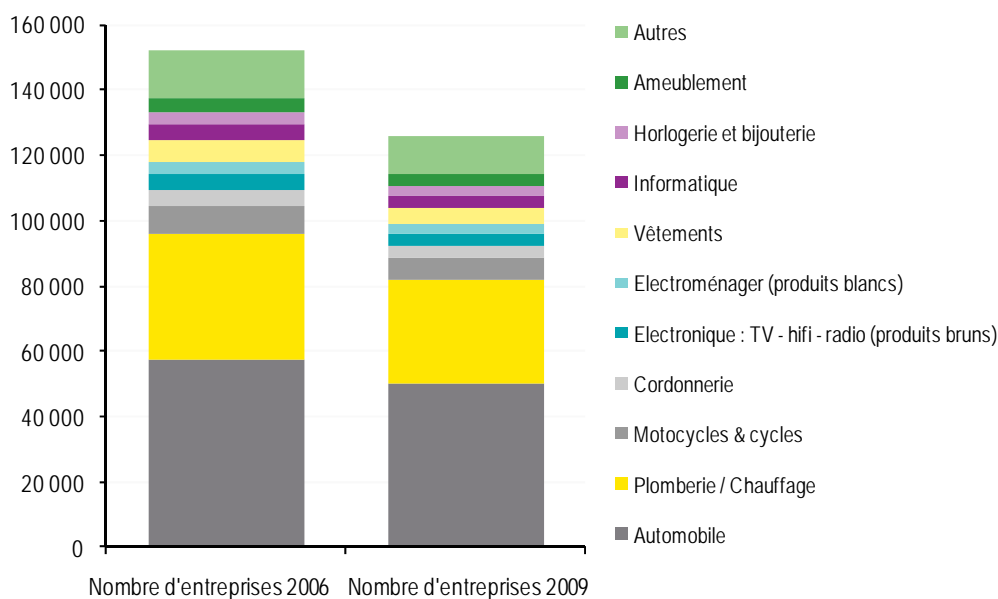


Figure 13 – Evolution globale du nombre d’entreprises des secteurs de la réparation entre 2006 et 2009 en France (source : données INSEE 2006 et PJ 2006 corrigées – données INSEE 2009 estimées et PJ 2009 corrigées)

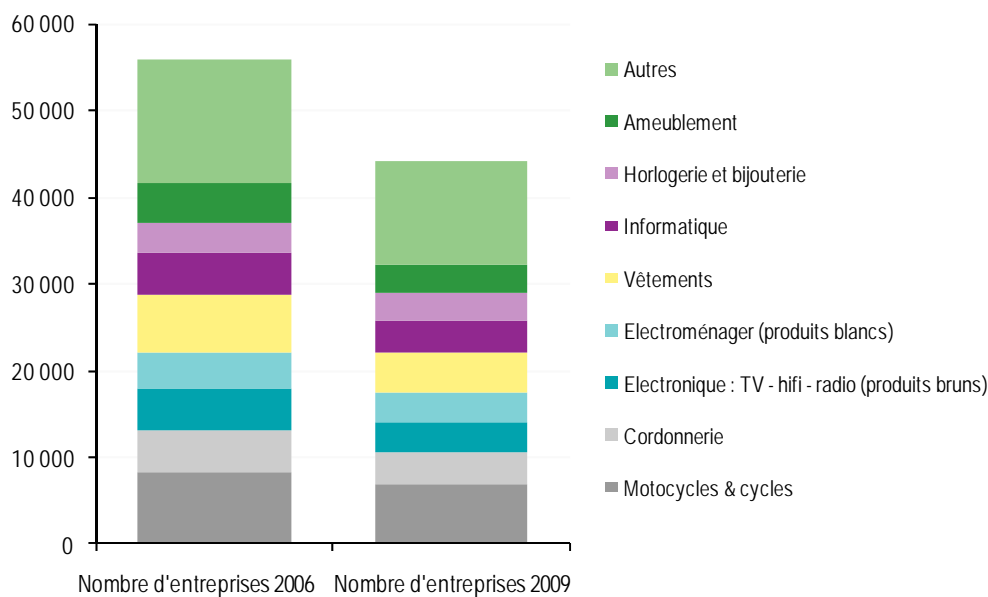


Figure 14 – Evolution globale du nombre d’entreprises des secteurs de la réparation (hors automobile et plomberie) entre 2006 et 2009 en France (source : données INSEE 2006 et PJ 2006 corrigées – données INSEE 2009 estimées et PJ 2009 corrigées)

On constate une baisse globale du nombre d’entreprises de la réparation de 17 % entre 2006 et 2009 et en particulier une baisse de 13 % pour le secteur automobile, de 26 % pour le secteur des produits bruns et de près de 19 % pour le secteur des produits blancs.

Concernant la réparation hors automobile et plomberie-chauffage, la baisse du nombre d’entreprises constatée est de 21 %.

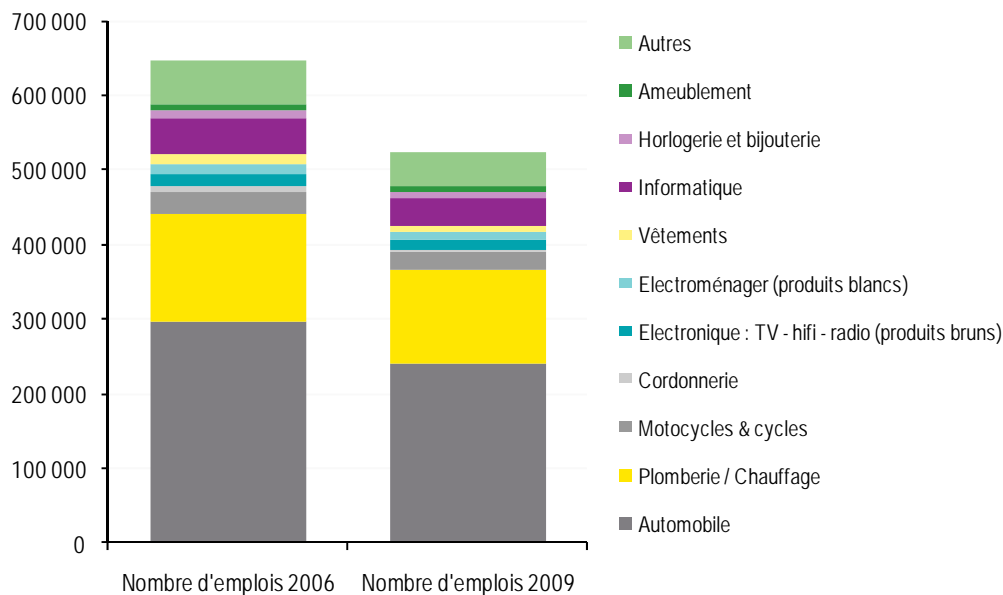


Figure 15 – Evolution globale du nombre d'emplois des secteurs de la réparation entre 2006 et 2009 en France (source : données INSEE 2006 et PJ 2006 corrigées – données INSEE 2009 estimées et PJ 2009 corrigées)

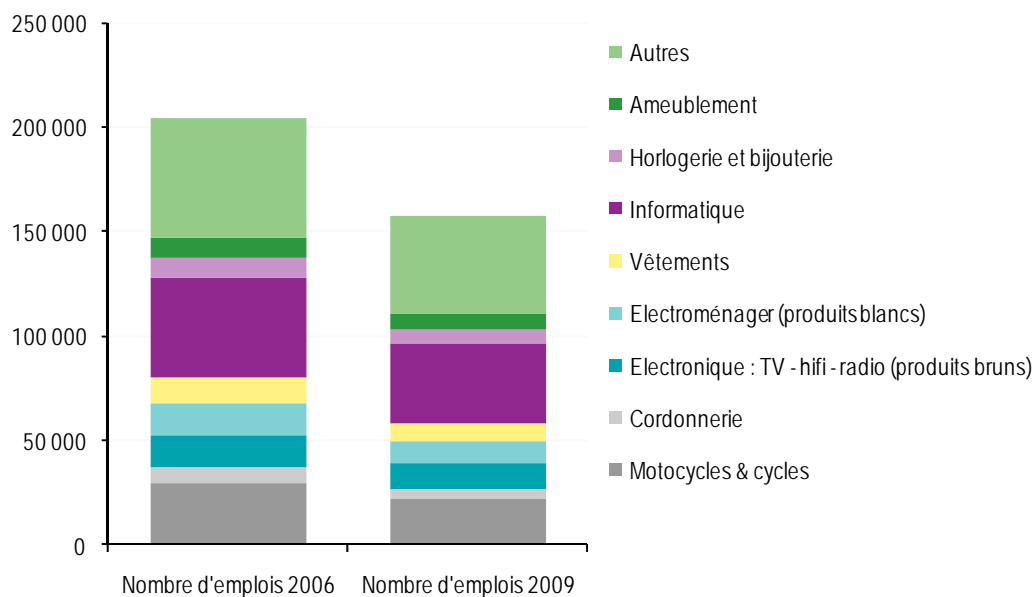


Figure 16 – Evolution globale du nombre d'emplois des secteurs de la réparation (hors automobile et plomberie) entre 2006 et 2009 en France (source : données INSEE 2006 et PJ 2006 corrigées – données INSEE 2009 estimées et PJ 2009 corrigées)

De même, les secteurs de la réparation subissent une nette diminution globale du nombre d'emplois, de plus de 18 % entre 2006 et 2009. Dans le détail des secteurs, le nombre d'emplois du secteur de la réparation automobile baisse de 19 %, celui des produits blancs de près de 30 % et celui des produits bruns de 16 %.

Concernant la réparation hors automobile et plomberie-chauffage, la baisse du nombre d'emplois constatée est de près de 23 %.

Le nombre d'emplois moyen par entreprise, quant à lui, est resté stable pour l'ensemble des secteurs de la réparation et égal à 4,2. Pour les secteurs de la réparation hors automobile et plomberie-chauffage, le nombre moyen d'emplois par entreprise est resté relativement stable passant de 3,7 à 3,6 entre 2006 et 2009.

En accord avec le comité de pilotage, il a été décidé d'étudier plus particulièrement le secteur de l'électroménager (produits blancs et produits bruns) et le secteur automobile. Les chiffres de ces secteurs sont détaillés dans les parties suivantes. Les facteurs explicatifs de ces évolutions sont présentés en partie II.

b. Evolution globale du secteur de la réparation d'appareils électroménagers

• Le secteur des produits bruns

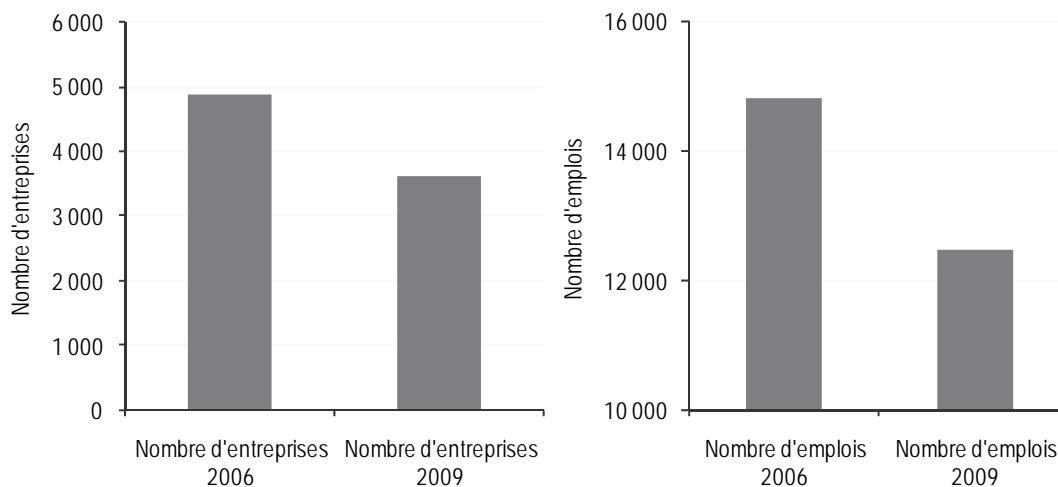


Figure 17 – Evolution du nombre d'entreprises et du nombre d'emplois du secteur des produits bruns entre 2006 et 2009 (source : données INSEE 2006 et PJ 2006 corrigées – données INSEE 2009 estimées et PJ 2009 corrigées)

Le nombre d'entreprises de la réparation de produits bruns a diminué de 26 % entre 2006 et 2009 et le nombre d'emplois a diminué de 16 %.

En outre, la base de données Pages Jaunes ne disposant pas de données de chiffre d'affaires, aucune estimation n'a pu être réalisée pour 2009 étant donné que la tendance à la hausse du chiffre d'affaires observé entre 2004 et 2006 et les effets potentiels de la crise ne vont pas dans le même sens.

• Le secteur des produits blancs

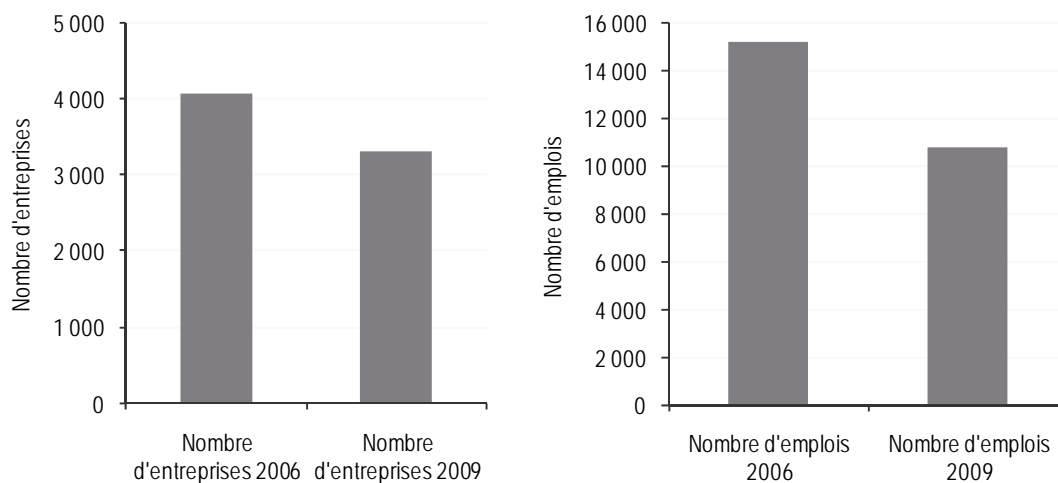


Figure 18 – Evolution du nombre d'entreprises et du nombre d'emplois du secteur des produits blancs entre 2006 et 2009 (source : données INSEE 2006 et PJ 2006 corrigées – données INSEE 2009 estimées et PJ 2009 corrigées)

De la même façon que pour les produits bruns, le nombre d'entreprises de la réparation de produits blancs a diminué de près de 19 % entre 2006 et 2009 et le nombre d'emplois a connu une baisse de 29 %.

Concernant le chiffre d'affaires, on peut supposer que la baisse observée entre 2004 et 2006 s'est accrue entre 2006 et 2009 compte-tenu du contexte économique.

c. Evolution globale des acteurs de la réparation automobile

L'évolution du nombre d'entreprises et du nombre d'emplois du secteur de la réparation automobile se présente comme suit :

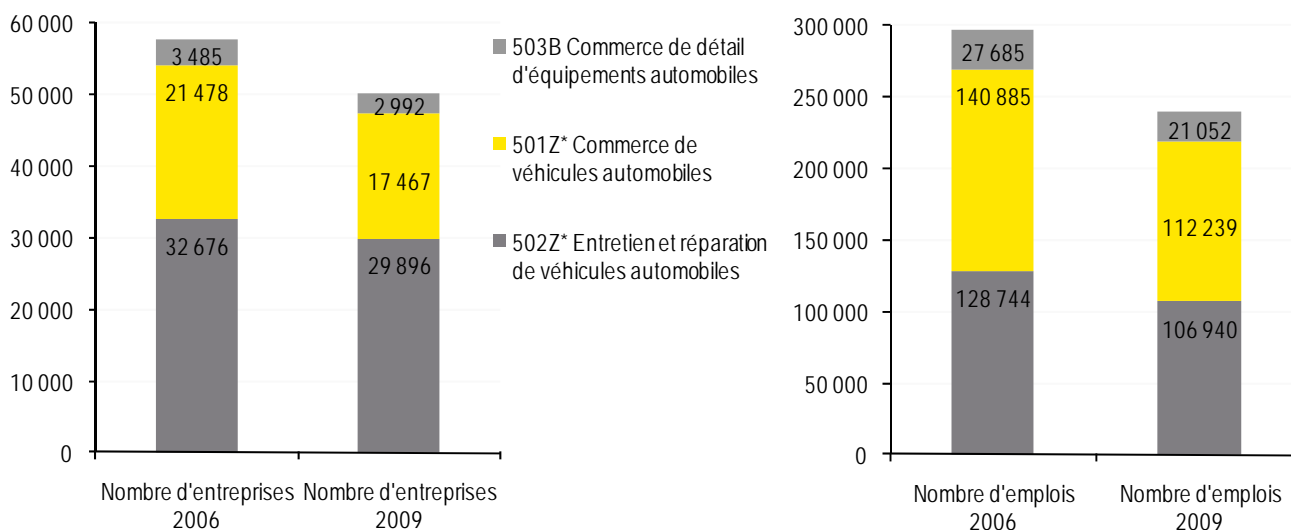


Figure 19 – Evolution du nombre d'entreprises et du nombre d'emplois des secteurs de l'automobile entre 2006 et 2009 (source : données INSEE 2006 et PJ 2006 corrigées – données INSEE 2009 estimées et PJ 2009 corrigées)

Le secteur de la réparation automobile connaît une baisse ces dernières années en nombre d'entreprises et d'emplois, qui se traduit par une baisse de 13 % du nombre d'entreprises et une baisse plus marquée de 19 % du nombre d'emplois entre 2006 et 2009.

Cette baisse concerne tous les secteurs de la réparation automobile. En outre, le secteur de commerce de détail d'équipements automobiles suit la tendance globale avec une baisse de 14 % de son nombre d'entreprises et de 24 % de son nombre d'emplois. Le secteur de l'entretien et de la réparation de véhicules automobiles a subi une baisse moins marquée de son nombre d'entreprises (- 9 %) et une baisse de 17 % de son nombre d'emplois. Enfin, le secteur de commerce de véhicules automobiles a quant à lui connu une diminution de 19 % de son nombre d'entreprises et de 20 % de son nombre d'emplois.

Malgré la baisse du nombre d'emplois et d'entreprises du secteur sur la période 2006 à 2009, le chiffre d'affaires connaît une légère croissance sur cette même période, estimée à environ 2 % selon l'étude Xerfi¹ parue en février 2010. Ceci tend à montrer une augmentation de la valeur de la réparation automobile en cohérence avec le développement des systèmes électroniques embarqués au sein des véhicules qui rend la réparation plus difficile à pratiquer et donc plus coûteuse.

¹ Source : Etude Xerfi 700 – Entretien, réparation et distribution d'équipements automobiles – Février 2010

d. Synthèse des évolutions des secteurs de la réparation sur la période 2006-2009

En conclusion, on observe une baisse généralisée de l'activité de réparation entre 2006 et 2009. Voici un tableau récapitulatif indiquant les niveaux de baisses observés :

Activité	Evolution du nombre d'entreprises	Evolution du nombre d'emplois
Automobiles, motocycles et cycles	-13 % ↓	-20% ↓↓
Plomberie, chauffage	-19 % ↓↓	-12 % ↓
Appareils électriques, électroniques et informatique grand public	-22 % ↓↓	-22 % ↓↓
Cordonnerie	-26 % ↓↓	-34 % ↓↓↓↓
Vêtement	-28 % ↓↓	-33 % ↓↓↓↓
Ameublement	-27 % ↓↓	-23 % ↓↓
Horlogerie Bijouterie	-12 % ↓	-19 % ↓
Autres	-17 % ↓	-18 % ↓
Total	-17 % ↓	-19 % ↓

IV. Facteurs explicatifs de l'évolution de l'offre de réparation et perspectives

IV.1 Facteurs explicatifs des principales évolutions de l'offre de la réparation en France

a. La réparation d'appareils personnels et de biens domestiques

De façon générale, le secteur de la **réparation des appareils personnels et biens domestiques** a connu une baisse d'activité ces 3 dernières années, impactant tant le nombre d'emplois que le nombre d'entreprises avec une baisse de 22 % entre 2006 et 2009.

La réparation des appareils électroménagers et électroniques

Les données présentées dans la partie II sur l'évolution du Chiffre d'Affaires entre 2004 et 2006 du présent rapport témoignaient d'une forte croissance de l'activité de réparation des produits bruns (+12 % de variation sur le chiffre d'affaires entre 2004 et 2006). **L'augmentation du chiffre d'affaires** de la réparation des produits bruns fait exception dans le tableau de bord 2004-2006 présenté en partie II. Cette tendance à la hausse est confirmée dans le rapport de branche 2009 de l'I+C (Institut d'Informations et de Conjonctures Professionnelles) des commerces et services de l'audiovisuel, de l'électronique et de l'équipement ménager (entreprises représentées par FENACEREM² et FEDELEC³), selon lequel la croissance de 8 % du chiffre d'affaires de ce secteur (commerce et réparation) entre 2004 et 2006 est notamment liée à un « très bon score réalisé par la réparation de matériels électroniques grand public ». Aucune conclusion ne peut être tirée sur l'évolution du chiffre d'affaires entre 2006 et 2009 étant donnés les effets contraires de la tendance observée sur 2004-2006 et la crise économique de 2008.

Sur la période 2006-2009, le constat selon lequel les appareils électroménagers qui nécessitaient dans la plupart des cas une réparation mécanique, sont équipés de systèmes électroniques de plus en plus complexes est toujours valable. Ainsi, l'activité de réparation électronique couvre aujourd'hui une partie non négligeable de la réparation des appareils électroménagers. Ceci pourrait expliquer la baisse plus forte du nombre d'emplois (-29 % entre 2006 et 2009) dans le secteur dont l'activité principale est la réparation de l'électroménager (produits blancs) alors que les emplois du secteur dont l'activité principale est la réparation électronique TV, Hifi (produits bruns) diminue plus faiblement (-16 % entre 2006 et 2009).

Les produits blancs

Selon les acteurs interrogés, la baisse d'activité de réparation des produits blancs s'explique par plusieurs facteurs. Tout d'abord, **la fiabilité des produits blancs** a considérablement progressé ces dernières années. En effet, selon les acteurs interrogés, le taux de panne moyen du gros électroménager est aujourd'hui inférieur à 10 %⁴. De plus, alors qu'il y a 20 ans les produits blancs nécessitaient des réparations dites d'entretien (nettoyage d'une pièce, changement d'une pièce), les produits blancs actuels sont de plus en plus performants et l'activité d'entretien disparaît pour l'électroménager. Enfin, la complexité croissante des produits blancs les rend **de moins en moins réparables**. Ainsi, la panne d'un appareil est de plus en plus synonyme de fin de vie de l'appareil.

Les produits bruns

La croissance de l'activité de réparation des produits bruns entre 2004 et 2006 (+12 % en chiffre d'affaires entre 2004 et 2006) s'explique par **les progrès technologiques récents et la valeur économique croissante de ces produits**. En particulier, selon les entretiens réalisés avec les professionnels du secteur, l'arrivée sur le marché des écrans plats avait été à l'origine d'une forte activité pour la réparation des produits bruns, le coût de la réparation devenant suffisamment faible devant le coût du produit neuf et étant inférieure ou égale au consentement à payer la réparation pour le consommateur. Ce pic d'activité ressenti entre 2004 et 2006 s'atténue pour les écrans plats, leur coût ayant fortement diminué depuis leur mise sur le marché, la réparation n'est plus toujours justifiée économiquement.

Cette croissance du chiffre d'affaires de la réparation des produits bruns observée entre 2004 et 2006 s'expliquait également par **l'augmentation du coût de la réparation**. En effet, les évolutions technologiques de ces produits les rendent de plus en plus complexes, exigeant un niveau de compétences

² FENACEREM : Fédération professionnelle des entreprises du Commerce et des Services de l'Electrodomestique et du Multimédia.

³ FEDELEC : Fédération Nationale des Professionnels Indépendants de l'Electricité et de l'Electronique.

⁴ Source : GIFAM

croissant pour les réparer et donc un coût de main d'œuvre plus élevé. De plus, il avait déjà été souligné dans la première étude que le coût de pièces détachées était à l'origine d'une augmentation du coût de la réparation. Cette remarque s'applique particulièrement aux produits bruns, pour lesquels les fabricants détiennent le marché des pièces détachées de leurs produits. Le prix des pièces détachées est considéré dans ce secteur comme très élevé, il inclut la valeur de la pièce mais également le coût du stockage de la pièce pendant plusieurs années. On peut raisonnablement supposer que ces constats sont toujours valables entre 2006 et 2009.

La réparation des autres produits domestiques

La réparation des autres produits domestiques (tels que les chaussures, le textile ou le mobilier) connaît une baisse importante d'activité (-22 % en nombre d'entreprises et en nombre d'emplois entre 2006 et 2009). Si, selon les acteurs interrogés, **la crise économique** a peu impacté les métiers de l'artisanat en général, les activités de réparation ont pourtant été touchées. Cette baisse d'activité est également liée à la désertion de ce type d'emplois par les nouvelles générations. Selon un article du *Nouvel Observateur*⁵, en 2008, 28 % des artisans éprouvaient des **difficultés pour trouver de la main-d'œuvre qualifiée** malgré les efforts menés par les groupements de professionnels pour le maintien de l'offre de formation. Cette observation est confirmée dans la Région Nord-Pas-de-Calais où la formation de cordonnier est maintenue artificiellement : peu de candidats s'inscrivent à cette option qui pourrait donc être supprimée. Pour les petits artisans de la réparation, la tendance à la baisse devrait se confirmer dans les années à venir.

La cordonnerie

Au sein de la réparation des autres biens domestiques, le secteur de la cordonnerie connaît une baisse importante de son nombre d'entreprises et de son nombre d'emplois entre 2006 et 2009 (respectivement -26 % et -34 %). Selon les acteurs du secteur interrogés et en particulier la Fédération de la Cordonnerie Multiservices, la baisse du nombre d'entreprises et du nombre d'emplois est principalement liée à des **cessations d'activité dans le cadre de départs en retraite** : une des principales difficultés des entreprises du secteur est d'anticiper ces départs en retraite en formant et embauchant des repreneurs quelques années avant. En outre, **la formation des jeunes à la cordonnerie est un des objectifs majeurs** de la Fédération pour la pérennisation de la profession : les jeunes qui s'engagent dans cette voie aujourd'hui sont souvent plus motivés et ont un niveau de compétences initial plus élevé qu'il y a 20 ans. C'est pourquoi, l'offre de formation du secteur doit évoluer pour rester attractive et satisfaire ces demandes. Par ailleurs, selon nos interlocuteurs, la demande des consommateurs est toujours présente et la cordonnerie est un secteur qui maintient son activité notamment grâce à la diversification de son offre au-delà de la chaussure (réparation et entretien de selles de cheval à la campagne, service de fabrication de double de clés, etc...). Enfin, selon la Fédération, la baisse du chiffre d'affaires est davantage liée à la baisse des ventes de produits d'entretiens qu'à la baisse de l'activité de réparation. Ainsi, malgré la tendance à la baisse de l'artisanat du secteur de la réparation, les perspectives d'évolution du secteur de la cordonnerie tendraient vers une **stabilisation pour les années à venir**.

b. La réparation automobile

Même si le secteur de la réparation automobile reste le secteur dont le chiffre d'affaires est le plus élevé, et représente plus de 90 % du chiffre d'affaires global de la réparation en 2006 d'après les données INSEE (hors plomberie, chauffage), il a connu une baisse d'activité ces dernières années (-19 % en nombre d'emplois et -13 % en nombre d'entreprises entre 2006 et 2009). En revanche, le chiffre d'affaires de ce secteur connaît une légère croissance, estimée à environ 2 % entre 2006 et 2009 selon l'étude Xerfi⁶ parue en février 2010.

Selon cette même étude Xerfi et les acteurs interrogés, ces tendances s'expliquent par plusieurs facteurs.

Tout d'abord, la baisse d'activité de la réparation automobile s'explique par la **mise en place en France de la prime à la casse** en 2009. Cette mesure nationale a engendré le renouvellement du parc automobile sur le territoire français induisant une baisse de la demande de la réparation automobile. Selon l'étude Xerfi de février 2010, les immatriculations de voitures neuves ont augmenté de 10,6 % en 2009 alors qu'elles avaient diminué de 0,7 % en 2008. En outre, conséquence du renouvellement du parc automobile, les véhicules sont en moyenne plus jeunes et de meilleure qualité, nécessitant moins d'entretien et de réparation. Le Conseil National des Professions de l'Automobile (CNPA) confirme cette tendance, d'autant plus que les ventes ont été orientées vers des véhicules plus petits qui nécessitent moins d'entretien.

⁵ Source : *Nouvel Observateur* – Février 2010 - *Boulangier, plombier ou coiffeur. Le secteur, dont l'image s'améliore, s'ouvre à des cadres déboussolés par la crise* - Stéphane Arteta

⁶ Source : *Etude Xerfi 700 – Entretien, réparation et distribution d'équipements automobiles* – Février 2010

Par ailleurs, l'un des moteurs de la réparation automobile est le **contrôle technique**. Or, selon l'étude Xerfi parue en 2010, le nombre de véhicules contrôlés en 2009 est resté stable (+0,5 %) et relativement faible. Deux raisons expliquent cette tendance : d'une part, les immatriculations de voitures neuves avaient faiblement augmenté en 2005 d'où une faible hausse du nombre de voitures contrôlées en 2009 (le premier contrôle technique intervenant au bout de 5 ans) ; d'autre part, le renouvellement du parc automobile en 2009 suite à la mise en place de la prime à la casse a limité les contrôles techniques liés à la vente de véhicules d'occasion, les véhicules étant destinés à la casse.

De plus, la **conjoncture économique** en 2009 n'a pas été favorable à l'activité d'entretien et de réparation automobile. En effet, la crise économique et la volatilité du prix des carburants a freiné la croissance du parc automobile français (+1 % en 2008, +0,5 % en 2009), les particuliers et les professionnels limitant leur nombre de véhicules. Selon le CNPA, l'apparition de nouvelles pratiques telles que le covoiturage et l'utilisation des transports en commun est aussi à l'origine d'une moindre utilisation des véhicules par les particuliers. Cette tendance est confirmée par le CNPA : l'activité d'entretien-réparation-carrosserie est stable voir en baisse, du fait de l'espacement des visites d'entretien, de la moindre utilisation des véhicules (kilométrage moyen en baisse) et des progrès en termes de fiabilité.

En outre, selon le CNPA, la baisse du nombre d'entreprises du secteur de la réparation automobile s'explique par le phénomène des regroupements ainsi que par la pyramide d'âges de la branche : beaucoup d'établissements ferment faute de repreneur suite à des départs en retraite. Actuellement, près de la moitié des dirigeants de l'artisanat automobile a plus de 50 ans et partira à la retraite dans les 5 à 10 ans. 25 000 entreprises devront ainsi changer de mains.

La **stabilité du chiffre d'affaires** du secteur entre 2006 et 2009, constatée dans l'étude Xerfi parue en 2010, devant la baisse du nombre d'entreprises et d'emplois s'explique par une compensation de la baisse d'activité par une **hausse des prix** pratiqués par les acteurs de l'entretien et de la réparation automobile. En effet, selon l'étude Xerfi parue en 2010, le prix de la réparation et de l'entretien a augmenté de 4,3 % en 2009. Selon le CNPA, ce chiffre est cohérent avec le « Budget de l'Automobiliste » pour 2009, publié par les Automobile Clubs de France, qui témoigne d'une augmentation du coût de main d'œuvre de 4,2%. C'est en particulier le développement de l'électronique embarquée qui est à l'origine de cette hausse des prix, les compétences requises pour la réparation automobile devenant de plus en plus importantes et multiples. En effet, selon le CNPA, les interventions sont globalement moins fréquentes mais plus coûteuses sur des véhicules technologiquement plus complexes. Par ailleurs, les acteurs de la réparation sont souvent en position de force vis-à-vis des utilisateurs, facilitant la hausse des prix des services.

IV.2 Perspectives d'évolution de l'offre de réparation en France

a. Les freins à la réparation identifiés en 2007 sont-ils toujours valables ?

Les entretiens menés auprès des acteurs clés de la filière de la réparation ont permis de confirmer les freins identifiés lors de l'étude 2007.

Ces freins se révèlent tout au long du cycle de vie des produits :

- Lors de la conception des produits, la **durée de vie** et la **réparabilité** sont deux éléments clés conditionnant l'éventuelle réparation du produit. En effet, un produit dont la durée de vie est limitée n'est pas destiné à être réparé mais à être remplacé. De même, un produit scellé sera difficilement réparable.
- Lors de l'achat, le **manque d'information** sur la durée d'utilisation des produits et la **valeur économique du produit neuf** sont deux freins à la réparation. En effet, l'argument économique étant le premier conditionnant l'achat, les consommateurs se dirigent vers les produits les moins chers, d'autant plus que l'information disponible ne permet pas aujourd'hui d'identifier précisément l'éventuel retour sur investissement (prix plus élevé mais durée de vie plus élevée) d'un produit plus cher.
- Lors de la panne, plusieurs facteurs freinent le choix de faire réparer un produit. Tout d'abord, l'**attractivité des produits neufs** (performance, effet de mode, ...) et le rapport souvent trop faible du coût du neuf sur le coût de la réparation favorisent l'achat d'un produit neuf. Ensuite, le **manque de visibilité des professionnels** de la réparation (performance, localisation, ...) et le **manque d'information du consommateur** sur le coût de la réparation n'incitent pas le consommateur à se tourner vers le marché de la réparation.
- Lors de la réparation, des freins subsistent, rendant impossible la réparation des produits : certains **produits scellés** ne sont pas réparables, les **pièces détachées** de plus en plus diversifiées ne sont

pas toujours disponibles et la **complexité croissante** des produits exige un niveau de compétences de plus en plus élevé pour réparer certains produits. Par ailleurs, la pérennité de l'offre de réparation est menacée, certains artisans de la filière ne trouvant **pas de repreneur**. En particulier sur les produits domestiques, on observe que l'activité est corrélée à la demande en formation : ainsi, dans la Région Nord-Pas-de-Calais, la formation des cordonniers est maintenue de façon artificielle par la collectivité mais très peu de candidats s'inscrivent pour une spécialisation en cordonnerie.

Au-delà de la persistance de ces freins, les perspectives de la filière semblent incertaines. Les acteurs interrogés en entretien et les éléments bibliographiques disponibles ont permis de dresser quelques perspectives d'évolution de la filière.

b. La réparation vs le remplacement pour des produits plus écologiques ?

La question « Vaut-il mieux réparer ou acheter écologique ? » avait déjà été posée dans la première étude réalisée en 2007.

Les politiques publiques actuelles guident le consommateur vers un remplacement par des produits plus écologiques plutôt que vers la réparation de leurs produits plus anciens dont les performances environnementales sont limitées.

Ainsi, les activités de réparation des produits dont la durée de vie est élevée devraient donc continuer à baisser. En effet, concernant le secteur automobile, la **prime à la casse** a eu un impact direct sur la baisse des opérations de réparation, favorisant le remplacement des véhicules anciens par des véhicules neufs plus performants. Cette tendance de court-terme devrait continuer à s'observer dans les années à venir. Dans le cas précis du secteur de l'automobile, l'effet est d'autant plus important que la réparation intervient notamment lors des contrôles techniques des véhicules. Or, pour un véhicule neuf, le premier contrôle technique est à réaliser au bout de 5 ans. Ainsi, le secteur de la réparation automobile risque d'être freiné durant quelques années suite aux mesures incitatives prises à l'échelle nationale.

L'instauration du bonus/malus pour les véhicules et son projet d'extension au-delà de la voiture incitent les consommateurs à consommer des produits dont l'impact environnemental est limité et pourraient induire une hausse des consommations de ce type de produits. Dans le cas du secteur automobile, les acteurs du secteur confirment que le bonus a maintenu de manière durable le renouvellement du parc automobile et les ventes de véhicules, ce qui représente, à court terme, des perspectives de marché pour les réseaux de marques, et à long terme lorsque ces véhicules ne seront plus couverts par les garanties constructeurs, des perspectives similaires pour les réparateurs indépendants.

Parmi les mesures prises lors du Grenelle de l'environnement, la France prévoit également un **affichage environnemental** sur les produits de consommation courante à terme. Cet affichage environnemental devra indiquer aux consommateurs l'impact du produit acheté sur l'environnement en fonction de plusieurs critères comme l'utilisation des ressources, les émissions de CO₂, la performance énergétique. Ces informations mises à disposition des consommateurs devraient inciter au remplacement de produits anciens vers des produits neufs plus performants. Les performances écologiques des appareils électroménagers se sont en effet, considérablement améliorées ces dernières années ; Selon le GIFAM, en 10 ans, la consommation énergétique des réfrigérateurs a baissé de 60 % et celles des lave-linge de 44 %. Cette amélioration continue des performances des produits électroménagers en particulier a contribué à la baisse du marché de la réparation selon le GIFAM et cette tendance devrait continuer à s'observer dans les prochaines années.

c. Vers un comportement plus écologique des consommateurs et des fabricants

La tendance actuelle en faveur du développement durable fait évoluer les pratiques tant à l'échelle des particuliers qu'à l'échelle des entreprises.

Ainsi, une part croissante des consommateurs progressent vers des comportements d'achats éco-responsables (achat de produits à impact environnemental limité) comme précisé dans le paragraphe précédent mais aussi plus largement vers des comportements éco-citoyens visant notamment au respect de l'environnement et à la réduction des déchets. Dans ce contexte, les activités de réemploi, dont la réparation est souvent une étape, répondent aux attentes de ces consommateurs en leur permettant de **renouveler leurs produits en achetant des produits d'occasion tout en limitant leur production de déchets**. Plusieurs filières de réemploi existent sur le marché français : les sites Internet de vente d'occasion qui se développent dans tous les domaines (vêtements, électroménagers, automobiles, high-tech, mobilier, ...) ; les ressourceries, associations qui collectent et valorisent des déchets pour revendre des objets de réemploi à

prix réduits ; le réseau Envie ; le réseau Emmaüs France. Le réseau des Ressourceries, né en 2000, compte en 2010 60 adhérents et couvre 16 régions en France. Comme le montre la Figure 24, le nombre d'adhérents au réseau a triplé en 5 ans. Néanmoins, cette croissance du réseau est davantage la conséquence de l'adhésion d'activités existantes au réseau que d'une réelle croissance de l'activité à l'échelle nationale.

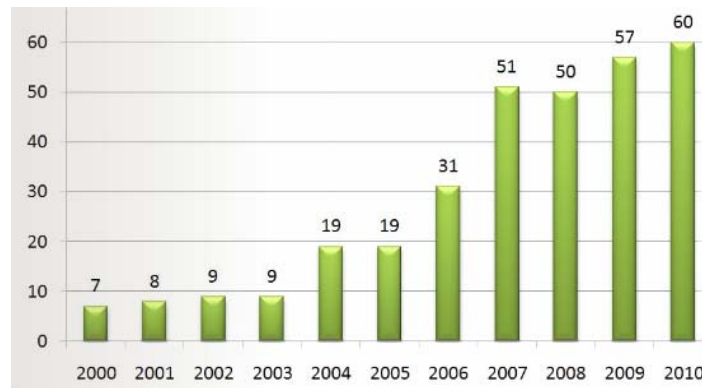


Figure 20 – Evolution du nombre d'adhérents du Réseau des Ressourceries

De même, le réseau Emmaüs France dont l'activité consiste à remettre en état des produits en vue de leur réemploi, compte plus de 200 associations en France. De façon plus spécifique, le réseau Envie est le leader de la vente de l'électroménager rénové garanti à travers ces 42 magasins répartis sur le territoire français. La crise économique et la forte pression sur le pouvoir d'achats des ménages ont participé ces dernières années à la **croissance de la demande de produits d'occasion** et donc de l'activité de ces réseaux. Néanmoins, l'impact de la croissance de ces activités sur le marché de la réparation reste difficile à évaluer et semble limité.

Les fabricants sont aussi sensibilisés et les politiques d'éco-conception fleurissent au sein des entreprises. La réparabilité des produits peut être un critère d'éco-conception, un produit réparable étant un produit dont la durée de vie peut être allongée. Cependant, la durée de vie des produits est très difficile à estimer, elle dépend fortement de l'utilisation du produit.

d. Le désengagement de la distribution : la fin du modèle distributeurs ?

On observe aujourd'hui une **restructuration des services après-vente** de certains distributeurs qui visent à impliquer davantage les fabricants dans l'activité de réparation. Face au développement fulgurant de la vente par Internet via des plateformes de vente comme Mister Good Deal ou E-bay, les consommateurs n'ont plus d'interface distributeur à qui s'adresser en cas de panne. Un grand nombre de plateformes de vente par Internet ne propose, en effet, que rarement un service après-vente et reste très évasif sur l'après-vente de manière générale. C'est donc au fabricant que le consommateur s'adresse directement. Face à cette nouvelle demande, les fabricants commencent à réagir en développant des partenariats avec des réparateurs. Le projet STAR (Stations Techniques de Réparateurs Agréés) est un projet développé en juin 2009 par la société AGORA qui regroupe différents fabricants d'électroménagers. L'objectif de STAR est de soutenir les réparateurs d'électroménagers via une labellisation et la création d'une centrale d'achat permettant aux réparateurs agréés de bénéficier de tarifs réduits sur les véhicules, l'outillage, etc.... C'est en raison des difficultés économiques et du manque de professionnalisation de la filière que le projet STAR a été lancé. Entre 70 et 80 stations seront agréées en 2010. L'obtention de l'agrément qui permet une reconnaissance du point de vue des consommateurs est conditionnée par des critères très variés : des locaux à la tenue des réparateurs. Ainsi, on observe une implication grandissante des fabricants en France sur le marché de la réparation. Cependant, si de nombreux distributeurs généralistes (grandes surfaces, ...) optent pour une externalisation de l'activité de réparation, des magasins spécialisés comme Darty conservent leur modèle initial de service après-vente qui reste un fort argument commercial.

e. Les initiatives locales pour promouvoir la réparation

Si les freins identifiés lors de l'étude 2007 sont toujours valables à l'échelle nationale, des initiatives locales se sont mises en place afin de promouvoir la réparation.

En France, la région Nord-Pas-de-Calais a mené une étude⁷ en 2008 sur les activités de réparation sur son territoire en vue de mettre en œuvre un programme d'actions. Cette étude a abouti à un **plan d'actions** décliné en 5 axes :

- Promotion des activités de réparation auprès des consommateurs ;
- Professionnalisation des réparateurs ;
- Soutien élargi aux activités de réparation ;
- Soutien élargi aux activités de réemploi ;
- Sensibilisation des consommateurs aux modes de consommation plus responsables ;
- Exemplarité.

A la suite de cette étude, une journée de la réparation a été organisée dont l'objectif était de rapprocher réparateurs et citoyens afin de dynamiser l'activité de réparation de biens domestiques.

En réponse au manque de visibilité des acteurs de la réparation, plusieurs collectivités françaises ont développé des **annuaires des professionnels du réemploi et de la réparation**. Ainsi, Rennes Métropole a établi en 2007 son Guide du réemploi : *Réparer, revendre, réutiliser : toutes les bonnes adresses*. Ce guide recense plus de 600 acteurs qui interviennent sur le territoire de l'agglomération et proposent des services d'entretien, de réparation, de location, d'emprunt, d'achat ou de don permettant de limiter les quantités de déchets générés. Le Grand-Nancy a également mis en place son annuaire des acteurs de la réparation et du réemploi sous la forme d'un guide mis à disposition des habitants de l'agglomération. L'impact de ces mesures n'a pu encore être mesuré.

En Europe, des initiatives en faveur de la réparation se sont aussi développées. En Belgique, la région flamande a mis en place un **partenariat entre les collectivités et les kringloopcentra** (centres de recyclage) qui vise au tri des biens collectés pour leur réemploi éventuel. Des activités de réparation se sont alors développées sur les centres de collecte et un **label a été mis en place**. Ce label « Revisie » est une démarche qualité intégrée qui couvre l'ensemble des activités des centres de recyclage avec un fonctionnement en 6 étapes :

- Collecte ;
- Sélection ;
- Réparation ;
- Test et nettoyage ;
- Contrôle qualité et octroi du label ;
- Vente.

Ce processus répond à l'attente des consommateurs de produits de qualité, l'octroi du label assurant une garantie de 6 mois.

Comme présenté dans la précédente étude, c'est **l'expérience autrichienne qui fait figure de modèle aux collectivités européennes**. La ville de Vienne s'est engagée en 1999 en faveur du réemploi et de la réparation en choisissant d'allouer la moitié des coûts qui auraient dû être investis pour le développement de deux incinérateurs à des mesures de prévention à la production de déchets. Le **réseau de réparateurs RepaNet** a alors été mis en place. Ce réseau a un rôle de médiateur entre leurs clients (consommateurs, entreprises) et les 51 réparateurs membres. Un **numéro d'appel** et un **site Internet** sont mis à la disposition des clients qui sont ensuite redirigés vers un réparateur. Le réseau répond à trois critères de qualité :

- Transparence dans le calcul du prix de la réparation ;
- Dans le cas d'une impossibilité de réparer sous 2 semaines, passer à une autre entreprise adhérente ;
- Montant devis (maximum 36 € - remboursable).

⁷ Etude sur les activités de réparation en Nord-Pas-de-Calais en matière de prévention des déchets et d'économie de ressources : pistes de développement, réalisée par Espace Environnement

Ces critères répondaient aux freins identifiés lors de l'étude 2007 que sont le manque de visibilité des réparateurs et le manque d'information sur les coûts de réparation. Un **label national de durabilité certifié par l'Office Autrichien de normalisation** a par ailleurs été mis en place afin de rendre visible la qualité des prestations auprès des clients.

Barcelone a lancé une **campagne « Millor que nou »** en 2006 afin de promouvoir le marché de seconde main. Cette campagne a notamment permis de constituer une base de données de 1 479 réparateurs et de 293 boutiques de seconde main. Des ateliers de réparation ont aussi été proposés d'une part pour communiquer sur les métiers de la réparation et d'autre part pour former les consommateurs à l'autoréparation.

f. Les leviers d'action des pouvoirs publics

Les initiatives présentées plus haut témoignent de l'intérêt des collectivités à promouvoir les activités de réemploi et de réparation dans le cadre de leur programme de prévention des déchets (ces activités permettant de limiter les volumes d'encombrants à collecter et à traiter au frais de la collectivité).

A l'échelle nationale, à la suite du Grenelle, on peut supposer que cette implication des collectivités va continuer voire s'accroître avec la mise à jour du plan national de prévention des déchets et la déclinaison territoriale de plans locaux. Ils déclencheront probablement la mise en place des actions de prévention pouvant avoir un impact sur la réparation.

La formation des réparateurs est également un élément important pour la professionnalisation des réparateurs. Or, les métiers de la réparation évoluant, l'offre de formation doit, elle aussi, évoluer. Par exemple, la réparation de l'électroménager nécessite de plus en plus de compétences en électronique. C'est pourquoi, une option électroménager a été créée au sein du Bac SEN (Système Electronique Numérique) suite aux demandes du GIFAM. De même, selon le CNAP, les métiers de la réparation automobile accompagnent l'évolution des véhicules plus respectueux de l'environnement. Un soutien significatif en termes de formation professionnelle, initiale et continue est donc important pour ce secteur. Face aux évolutions des véhicules, les métiers de la réparation doivent être adaptés aux évolutions de produits. En particulier, les besoins actuels portent sur l'expertise électronique, les paramétrages informatiques et la maîtrise technique des nouveaux logiciels embarqués en perpétuel renouvellement.

g. Vers une économie de l'usage et une professionnalisation des réparateurs

On observe ces dernières années de nouvelles tendances dans la façon de consommer avec un moindre attachement à la possession. Cette tendance s'accompagne en parallèle de l'apparition d'un nouveau type d'économie : l'économie de l'usage plutôt que celle du produit.

Des exemples de ce type de modèles existent déjà depuis longtemps :

Michelin Fleet solution, par exemple, propose la vente de km plutôt que la vente de pneus depuis les années 2000. C'est à Michelin que revient l'organisation et les opérations d'entretien et de réparation des pneus.

Le vélib'® est également un exemple de ce type de consommation où ce qui est vendu est le temps passé à vélo et non le vélo. L'entretien et la réparation des vélos n'est plus le problème des consommateurs mais de la société vélib'®.

Les études sociologiques et de marché montrent que ce type de consommation devrait prendre de l'ampleur. Ces nouveaux modèles économiques vont amener l'entreprise à se rapprocher de ses clients finaux, modifier les produits pour en optimiser la performance et la durée de vie en fonction de l'usage qu'en fait chaque catégorie de client et intégrer les activités et développer des partenariats pour apporter un service global via une maîtrise de l'offre sur toute la chaîne de valeur. On peut citer comme exemple le constructeur de bâtiments qui pourrait progressivement intégrer la promotion et l'exploitation des bâtiments ou encore le fabricant d'électroménager qui devient l'agent d'entretien et le réparateur de ces produits.

Ainsi, le développement de ces nouveaux modèles économiques peut avoir un impact direct sur la structure de l'offre de réparation. Le consommateur ne s'adressera plus à un réparateur indépendant ou au distributeur mais c'est le fabricant du produit qui sera lui-même en charge de réparer le produit et de le remplacer. On pourrait donc assister à une intégration plus forte entre fabricants et réparateurs.

CONCLUSION

La mise à jour du tableau de bord de la réparation a mis en évidence une baisse significative de l'activité de réparation en France entre 2006 et 2009. Cette baisse est particulièrement marquée dans les secteurs de la réparation des produits blancs, la cordonnerie, la réparation des vêtements où la baisse du nombre d'emplois liés à la réparation peut aller jusqu'à 34 % entre 2006 et 2009. D'autres secteurs comme le secteur de la réparation automobile et le secteur de la réparation des produits bruns ont vu leur nombre d'emplois diminuer de 20 % et 16 % respectivement, cette moindre baisse s'expliquant par une hausse relative de la valeur de la réparation des produits dans ces secteurs impliquant une baisse moindre de la santé du secteur.

Les principaux freins identifiés lors de l'étude de 2007 ont été confirmés, accentués par la crise économique, en particulier pour le secteur automobile où les réparations non indispensables (carrosserie notamment) ont été reportées autant que possible. Ainsi, on observe une forte baisse du recours à la réparation par les consommateurs. Cette baisse ne s'explique pas uniquement par le prix de la réparation et l'attrait vers de nouveaux produits, le consommateur souhaite parfois investir dans des produits plus écologiques et fait face à un manque d'informations sur les réparateurs qui souffrent d'un déficit d'image.

Pour faire face à cette baisse d'activité, des initiatives locales de promotion de la réparation et du réemploi fleurissent. Des événements comme « la journée de la réparation » ou encore la création d'annuaires locaux de la réparation et du réemploi contribueront probablement à limiter la baisse d'activité de ce secteur.

Par ailleurs, un nouveau modèle semble se dessiner. A travers la dématérialisation du distributeur (plateformes de vente à distance, etc...) et avec le passage d'une économie du produit à une économie de l'usage, on pourrait observer une professionnalisation des réparateurs qui travailleraient directement avec les fabricants et non plus avec les consommateurs. Ce modèle émergent reste à confirmer, sa pérennité dépendant de la rentabilité de ce modèle et du retour d'expériences de ce type de réparation. Ce type de modèle ne semble être amené à se développer dans un premier temps que sur le marché professionnel : il nécessite, en effet, que le produit ou la flotte de produit vendue ait un coût fixe suffisant pour justifier un abonnement mensuel.

ANNEXES

ANNEXE 1 – METHODOLOGIE DE PASSAGE CODE NAF V1 A CODE NAF V2

La construction du tableau de bord 2009 s'est basée sur les mêmes sources de données que le tableau de bord construit en 2007 mais la méthodologie a été revue afin d'obtenir des données les plus représentatives du marché à une date donnée compte-tenu des données disponibles.

Les sources de données et la typologie des secteurs ont été conservées de manière à garantir une comparaison fiable des données.

La nomenclature d'activité française

Une version révisée de la nomenclature NAF rev 1 est entrée en vigueur le 1er janvier 2008. Elle compte 1 321 codes NAF contre 712 dans la NAF rev 1.

Si un code NAF1 peut être composé de plusieurs codes NAF2, il peut également n'avoir qu'un seul équivalent. De plus, il est possible que deux codes NAF1 soient composés d'un ou plusieurs codes NAF2 identiques.

Par exemple, pour le secteur de la réparation automobile :

- Le code NAF1 **502 Z** (Entretien et réparation de véhicules automobiles) correspond aux codes NAF2 suivants : **45.20A** : Entretien et réparation de véhicules automobiles, **45.20B** : Entretien d'autres véhicules automobiles et **52.21Z** : Services auxiliaires des transports terrestres.
- Le code NAF1 **501 Z** (Commerce de véhicules automobiles) correspond aux codes NAF2 : **45.11Z** : Commerces de voitures et de véhicules automobiles légers, **45.19Z** : Commerce d'autres véhicules automobiles, **45.20A** : Entretien et réparation de véhicules automobiles, **45.20B** : Entretien et réparation d'autres véhicules automobiles.
- Ce type de cas peut mener à des doubles comptages, il est donc important de préciser la démarche en identifiant pour chaque code NAF1 le ou les codes NAF2 les plus représentatifs et ainsi supprimer les double comptes.
- Par exemple, le code NAF1 502Z (Entretien et réparation de véhicules automobiles) sera remplacé dans le tableau par le code NAF2 45.20A (Entretien et réparation de véhicules automobiles). Le code NAF 501Z (Commerce de véhicules automobiles) sera remplacé par 45.11Z (Commerces de voitures et de véhicules automobiles légers).
- Les autres codes NAF2 qui composaient les codes NAF1, dans notre exemple : 45.20B et 52.21Z pour 502Z et 45.19Z, 45.20A et 45.20B pour 501Z, seront renvoyées automatiquement dans les « autres ».

On a donc :

- 501Z = 45.11Z
- 502Z = 45.20A
- Autres entreprises = 45.20B U 52.21Z U 45.19Z U autres.

De cette manière on évite d'avoir des doublons et donc de compter plusieurs fois la même entreprise.

ANNEXE 2 – METHODOLOGIE D'ESTIMATION DES DONNEES 2009

Les données servant à alimenter le tableau de bord sont issues de l'EAE Commerce (INSEE) et de la base de données en ligne Pages Jaunes. Comme les données ne sont pas toutes de la même année, le calcul doit permettre d'obtenir des données estimées à fin 2009.

Les données INSEE

Les données INSEE sont tirées des Evolutions Annuelles d'Entreprises (ici 2004 et 2006). Elles permettent d'obtenir par codes NAF des informations économiques.

Ex 1: 501Z (Code NAF1) : Commerce de véhicules automobiles

- Nombre total d'entreprises : 23 423
- Chiffre d'affaires hors taxes en millions d'euros : 121 840
- Ventes de marchandises en millions d'euros : 112 433
- Marge brute en millions d'euros : 21 036
- Valeur ajoutée en millions d'euros : 11 639
- Investissement en millions d'euros : 1 108
- Effectif salarié en équivalent temps plein : 220 788
- Nombre moyen de personnes occupées en équivalent temps plein : 238 417

Ex 2 : 527C (Code NAF1) : Réparation de matériel électronique grand public

- Nombre total d'entreprises : 2 433
- Chiffre d'affaires hors taxes en millions d'euros : 498
- Ventes de marchandises en millions d'euros : 377
- Marge brute en millions d'euros : 360
- Valeur ajoutée en millions d'euros : 204
- Investissement en millions d'euros : 7
- Effectif salarié en équivalent temps plein : 4 095
- Nombre moyen de personnes occupées en équivalent temps plein : 6 519

Les données Pages Jaunes

La base de données Pages Jaunes rassemble les professionnels inscrits sur le site. Il s'agit d'un échantillon représentatif du secteur étudié. Ces données sont mises à jour de manière régulière. La base de données permet d'obtenir par rubrique Pages Jaunes ou par codes NAF des informations quantitatives.

Ex : Par code Pages Jaunes => 242680 Couturières

Ce choix nous permet d'extraire les informations par code NAF2, tous les codes NAF liés au secteur [COUTURIERE]. Les codes NAF1 relatifs à la réparation dans ce secteur sont :

- 527H Réparation d'articles personnels et domestiques non compris ailleurs ;
- 182C Fabrication de vêtements sur mesure ;
- 524C Commerce de détail d'habillement ;
- 930B Blanchisserie – teinturerie de détail.

Après une identification des codes NAF2 correspondant à ces codes NAF1 (Cf. méthodologie passage NAF1-NAF2), on peut extraire les données :

Codes NAF v1	Codes NAF v2	Nombre d'entreprises
527H	95.12Z	0
	95.23Z	2
	95.29Z	1 087
182C	14.13Z	534
524C	47.71Z	78
930B	96.01B	56
Non affectés		434
Autres		156
	Total	2 347

Ex 2 : Par code Pages Jaunes => [768050] TELEVISION VIDEO HI FI DEPANNAGE REPARATION PIECES DETACHEES

Ce choix nous permet d'extraire les informations par code NAF2, tous les codes NAF liés au secteur [TELEVISION VIDEO HI FI DEPANNAGE REPARATION PIECES DETACHEES]. Les codes NAF1 relatifs à la réparation dans ce secteur sont :

- 527C Réparation de matériel électronique grand public ;
- 524L Commerce de détail d'appareils électroménagers, de radio ;
- 527D Réparation d'appareils électroménagers.

Après une identification des codes NAF2 correspondant à ces codes NAF1 (Cf. méthodologie passage NAF1-NAF2), on peut extraire les données :

NAF1	NAF2	Nombre d'entreprises
527C	95.21Z	731
524L	47.43Z	178
	47.54Z	351
	47.59B	7
	47.63Z	3
527D	95.22Z	55
Non affectés		292
Autres		176
	Total	1 793

A l'inverse, on peut récupérer les secteurs pages jaunes selon un code NAF.

Attention ! Les codes NAF2 peuvent apparaître dans plusieurs Extraction Pages Jaunes mais il n'y aura aucun chevauchement possible car :

- Données = code NAF \cap code Pages Jaunes.
- Les mêmes extractions ont été effectuées 2007 et en 2010 dans les Pages Jaunes.
- Leur comparaison permettra de connaître l'évolution générale des secteurs liés à la réparation et d'estimer les données INSEE 2009.

La méthode d'estimation des données INSEE 2009

Le ratio choisi à appliquer aux données INSEE correspond au taux de variation des données Pages Jaunes entre 2006 et 2009 pour le code NAF correspondant.

Soit :

$$\text{INSEE_estimée_2009} = \text{INSEE_2006} \times (\text{PJ_2009/PJ_2006})$$

Ex : [768050] TELEVISION VIDEO HI FI DEPANNAGE REPARATION PIECES DETACHEES

Pour code NAF1 : 527C

Les données disponibles sont :

	INSEE 2004 / PJ 2006		INSEE 2006 / PJ 2009	
	Nombre d'entreprises ⁸	Nombre d'emplois	Nombre d'entreprises ¹³	Nombre d'emplois
INSEE	2753	11 142	2 433	6 519
Pages Jaunes	1 238	7 454	873	5 922

Les données Pages jaunes permettent de réaliser une estimation des données INSEE 2009 à partir de la donnée INSEE 2006.

Selon la formule ci-dessous :

$$\text{INSEE_2009_Entreprise_Estimée} = 2\,433 * (873/1\,238)$$

$$\text{INSEE_2009_Entreprise_Estimée} = 1\,716$$

$$\text{INSEE_2009_Emploi_Estimée} = 6\,519 * (5922/7454)$$

$$\text{INSEE_2009_Emploi_Estimée} = 5\,179$$

Les risques

Néanmoins, plusieurs risques existent :

- L'évolution du nombre d'entreprises adhérentes aux services Pages Jaunes en fonction du temps est dépendante de l'activité du secteur (économiquement, socialement...) mais également de la volonté des entreprises d'être référencées sur les Pages Jaunes.
- La nouvelle segmentation NAF v2 exclut certaines entreprises redirigées vers d'autres secteurs (Ex : commerce et réparation automobile, qu'elle est la part réparation/commerce ?).
- Pour l'emploi, les Pages Jaunes donnent uniquement la répartition des établissements par tranche de nombre d'emplois. Les données correspondent à la somme des valeurs moyennes par tranche.

⁸ Les données PJ correspondent à un nombre d'établissements. On suppose que l'évolution du nombre d'établissements entre début 2007 et début 2010 est la même que l'évolution du nombre d'entreprises entre fin 2006 et fin 2009.

ANNEXE 5 – SOURCES UTILISEES : DESCRIPTIF ET METHODOLOGIE

Les secteurs à étudier ont été identifiés à partir d'une double typologie « métiers de la réparation » et « biens domestiques réparables ».

La nomenclature d'activités françaises (NAF)

La nomenclature d'activités française (NAF) a été élaborée principalement en vue de faciliter l'organisation de l'information économique et sociale. Sa finalité est donc essentiellement statistique. La version révisée de la NAF (NAF rév.1) entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2003 compte 712 codes NAF.

Résultats de l'enquête annuelle d'entreprise de l'INSEE

L'Enquête Annuelle d'Entreprise (EAE) dans le commerce de l'INSEE est la principale source de données économiques sur l'activité, la structure et les performances des entreprises du commerce et de la réparation en France.

L'unité statistique de base pour la collecte des données est l'entreprise. En termes de taille, les entreprises occupant 20 salariés et plus ou ayant un chiffre d'affaires supérieur à 38 millions d'euros lors de l'enquête précédente sont interrogées exhaustivement. Pour les entreprises occupant moins de 20 salariés, seul un échantillon d'entreprises est interrogé. Afin d'alléger la charge des petites entreprises, il a été décidé de n'interroger les petites entreprises de certains secteurs qu'une année sur deux.

Ainsi l'INSEE dispose pour les années paires d'une information complète sur le commerce de détail et la réparation des biens domestiques et le commerce et la réparation automobile. C'est pourquoi, les derniers résultats sur la réparation des biens domestiques et la réparation automobile analysés portent sur l'année 2006.

Ces résultats sur le commerce de détail, issus de l'enquête annuelle d'entreprise, sont plus détaillés que d'autres sources sur les entreprises (notamment le site ALISSE de l'INSEE, www.alisse.insee.fr). En particulier le chiffre d'affaires est ventilé selon une nomenclature très fine d'activités et de produits. D'autres données originales concernent l'équipement commercial (surface des magasins), les échanges extérieurs, les fournisseurs du commerce de détail.

La base de données des professionnels de Pages Jaunes Marketing Service

La nomenclature Pages Jaunes est plus précise que la nomenclature NAF : 1850 rubriques Pages Jaunes contre 1321 codes NAF. De plus la base Pages Jaunes permet d'extraire la répartition des codes NAF correspondant à une rubrique Pages Jaunes et inversement.

Ainsi les extractions sous Pages Jaunes permettent de compléter les données INSEE de quatre manières différentes :

- détailler les professionnels des codes NAF 527H et 502Z,
- identifier les professionnels du commerce (selon l'INSEE NAF 501Z, 524...) qui s'inscrivent dans les Pages Jaunes dans une rubrique « réparation » ou « dépannage » mettant clairement en avant leur activité de réparation vis-à-vis des particuliers,
- compléter la liste des professionnels avec des activités liées à la réparation dans les secteurs non compris dans la NAF 527 (hors automobile),
- quantifier la part de la réparation des autres codes NAF liés à une activité de réparation (293C, 361K et 725K).